HEBDOMADAIRE - PARAIT LE MARDI - N° 65 - SEMAINE DU 25 NOVEMBRE QU 1" DÉCEMBRE - PRIX : 2 F.



« Si « la nouvelle société » a un sens, c'est bien celui de viser à constituer une société où les hommes et femmes, jeunes et vieux, ont le sentiment d'avoir une juste place et que ce sentiment ne soit pas un mensonge ».

(Chaban Delmas à l'Assemblée le 20 novembre 1969).

« Ceux qui s'imaginent que notre démocratie s'épuise se trompent. Elle ne fail que se renforcer... Le gouvernement fera respecter, calmement et avec sangfroid, la légalité républicaine ».

> (Marcellin à l'Assemblée, le même jour.)



avec Chaban-Delmas et Marce









avant vers la nouvelle socié





courrier des lecteurs



Chers camarades,

J'ai découvert Lutte Ouvrière par hasard, au moment des élections présidentielles. Je me félicite de votre initiative d'unité du mouvement révolutionnaire, mais attention, ne vous laissez pas influencer par les gauchistes préconisant la « dictature » pure et simple.

Dans le numéro 1 de votre nouvelle formule, dans la rubrique « Courrier des lecteurs », vous répondez à un de vos correspondants que la stratégie révolutionnaire de votre journal ne peut être fondée que sur la lutte des ouvriers et conduit à la suppression de l'Etat. Enfin des communistes qui ont compris que le régime d'U.R.S.S. n'était qu'une misérable dictature où l'homme n'a aucne liberté, que le régime de Mao Tsé Toung conditionne l'homme comme si il était sorti d'une éprouvette. Il faut continuer dans cette voie et faire comprendre à tous vos lecteurs et sympathisants que le communiste est fait pour libérer l'Homme (on ne libère pas l'Homme en lui supprimant toutes ses libertés), et non pour le conditionner ou le réduire à un numéro. L'homme est un homme avec une conscience et non une machine.

Je trouve que vos critiques envers le P.C.F. et la direction bureaucratique de la C.G.T. ne sont pas assez poussées. Du fait que vous n'appartenez à aucune organisation politique, vous pouvez les intensifier sans risquer de représailles.

Je me félicite de votre prise de position sur le problème du Moyen Orient car tout en critiquant le sionisme (qui n'est que du nationalisme), vous ne tombez pas dans l'excès inverse, l'antisémitisme. Etant Juive de naissance, je suis attachée à l'égalité des droits entre Juifs et Arabes, au sein d'une Palestine unifiée, mais je suis opposée à toute forme d'antisémitisme consistant soit à supprimer purement et simplement l'Etat d'Israël, soit à renvoyer les Juifs chez eux (comme disent les prochinois de la Voix Populaire), soit à les remettre sous le joug nazi. Ne soutenez pas n'importe comment la cause palesti-

Publiez ce que vous pourrez, mais isez cette lettre pour que vous adoptiez une stratégie nouvelle pour l'édification d'un socialisme humain (vivent les Tchèques), pour la libération de l'homme mais pour sa conservation en tant qu'homme.

A bas la dictature totalitaire d'U.R.S.S.

Salutations communistes.

S.G., PARIS-11°

En écrivant comme nous l'avions fait que la transformation socialiste de la société aura pour conséquence la disparition de l'Etat, nous n'avions guère innové. Nous n'avions fait que reprendre ce que Marx et Trotsky, en passant par Lénine, tous les révolutionnaires avaient dit et répété.

En tant que communistes révolutionnaires, nous avons la conviction qu'il n'y aura de société communiste qu'alors et alors seulement que toutes les inégalités, toutes les formes de répression contre qui que ce soit auront disparu, alors que l'individu pourra s'épanouir en toute liberté et sans aucune contrainte. Et

nous sommes bien d'accord pour dire avec toi que le fait même qu'en Union soviétique, un demi-siècle après la révolution, l'Etat soit tout puissant et omniprésent, et que les libertés les plus élémentaires soient refusées aux citoyens est le démenti éclatant de la prétention des dirigeants d'avoir déjà achevé la construction du socialisme.

Mais pour en arriver au socialisme, pour en arriver à la libération totale de l'homme, il faut, au préalable, passer par une période transitoire. Car même une fois la révolution faite, une fois l'Etat bourgeois détruit (armée, police dissoutes, etc.), une fois les plus gros capitalistes expropriés, toutes les inégalités n'auront pas disparu pour autant. De même n'aura pas disparu du jour au lendemain, la volonté des ci-devant de reconquérir leurs privilèges perdus. Et le prolétariat devra un certain temps rester armé et, au besoin, user de la force.

Dans la mesure où les ouvriers en armes exerceraient une fonction de répression, on peut encore parler à leur propos d'« Etat » et de « dictature ». Mais contrairement à toutes les autres formes de pouvoir que l'Histoire ait connu, cette « dictature » serait exercée par l'écrasante majorité de la société contre les anciens exploiteurs et leurs alliés. Et c'est justement parce que la dictature du prolétariat s'exercerait dans l'intérêt de la grande majorité, qu'elle n'aura pas crainte d'assurer la plus large liberté aux citoyens. Les seules « libertés » qu'elle refusera, seront celles d'exploiter autrui et de lutter les armes à la main pour le rétablissement de cette exploi-

Cette dictature non seulement permettra la participation de tous les travailleurs au pouvoir étatique, mais c'est de cette participation qu'elle puisera sa force. Mais même cette forme de pouvoir, en réalité bien plus démocratique que toutes les démocraties existantes, doit disparaître, au fur et à mesure que la transformation de la société se fait.

Alors, pour reprendre l'expression d'Engels, l'administration des choses aura remplacé le gouvernement des hommes.



Camarades.

Félicitations pour la nouvelle formule de Lutte Ouvrière mais j'émets certaines réserves quant à la mise en pages qui fait un peu « fourretout ». Il serait bon que les camarades de la rédaction ordonnent les genres d'informations, d'articles, etc.

Un net effort sur le plan théorique reste à faire. Nous regrettons, par exemple, que Lutte Ouvrière soit le seul «canard» révolutionnaire trotskyste à ne pas avoir encore répondu comme il se doit au livre de Figuères: «Le trotskysme, cet anti-léninisme ». La meilleure réponse jusqu'ici étant celle de Rouge, bien que très superficielle. Aussi nous attendons une réponse plus approfondie à la mesure de cette « étude » du camarade Figuères.

Ceci nous entraîne à entamer une bataille sur le plan idéologique pour la défense du trotskysme, du véritable marxisme-léninisme. Cette bataille doit être menée le plus fraternellement possible contre les courants maoïstes, staliniens et mêmes les déviations du trotskysme (le pablisme par exemple). Ce qui ne veut pas dire que nous renions notre désir d'unité avec les autres

groupes révolutionnaires, bien au contraire: cette bataille que nous voulons mener sur le plan théorique prouve la force de nos idées que nous ne voulons pas abandonner et prouve que l'unité que nous désirons n'est ni « monolithique », ni « sans principe »...

N'oublions pas camarades, la lutte des communistes se situe à trois niveaux : politique, économique et théorique. Négliger un niveau, c'est amputer notre force d'un membre et non le moindre!

Confiant de l'effort sérieux et peu commun que vous accomplissez et que vous accomplirez encore longtemps, je vous prie d'accepter mes sincères salutations communistes.

J.-P. B., PARIS-9°

Depuis l'envoi de ta lettre, tu as dû recevoir les trois numéros de notre journal publiés depuis le lancement de la nouvelle formule. Nous espérons que tu les a trouvés moins « fourre-tout ». Notre effort vise en tout cas, et tu as dû t'en rendre compte, à faire un journal clair et aussi facilement abordable que possible, tant du point de vue de la

rédaction que de la présentation. Quant à l'effort « sur le plan théorique », nous le faisons. Comment serait-il d'ailleurs possible de se retrouver dans le labyrinthe de l'actualité politique, sociale et économique sans avoir des critères théoriques ? Faire un « effort théorique » ne signifie pas compliquer et obscurcir ce que l'on peut dire avec des mots simples. Ce serait même plutôt le contraire. De surcroit, « Lutte Ouvrière » ne se veut pas une revue d'analyse, mais un journal politique, exposant le plus clairement et le plus simplement possible l'actualité d'un point de vue marxiste révolutionnaire. Et au travers de ce travail, nous avons concrètement la possibilité de « mener la bataille idéologique » non seulement contre le stalinisme, mais aussi contre « les déviations du trotskysme ».



Camarades,

Militaire en Allemagne, très proche de la quille, puisque je suis libéré à la fin du mois, j'ai fait la connaissance de Lutte Ouvrière indirectement, étant lecteur de Tribune Socialiste. Le dialogue entre Tribune Socialiste et Lutte Ouvrière m'a paru intéressant. J'en suis venu à acheter Lutte Ouvrière à l'occasion de permissions, difficilement d'ailleurs, bien qu'habitant la région lyonnaise.

J'avais constaté avec intérêt que Lutte Ouvrière était proche d'un journal de la classe ouvrière diffusable auprès des travailleurs contrairement d'ailleurs à Tribune Socialiste. Le dernier numéro, nouvelle formule, m'a un peu surpris. Sans doute est-il plus complet et c'est intéressant, mais est-il diffusable auprès des travailleurs ? Le nombre de ses pages et sa conséquence, le prix, ne sont-ils pas un obstacle? A mon avis, il faut choisir entre un journal à diffusion massive, et donc facilement abordable, et une revue pour militants.

Votre orientation unitaire me paraît digne d'intérêt. Il faut avancer vers la constitution du parti révolutionnaire. Le sectarisme pas plus que les proclamations à phraséologie révolutionnaire, ne sont de mise. Mais enfin, le but de ma lettre dépasse les félicitations ou craintes.

Dans le civil, je travaillais dans une petite entreprise d'électromécanique. Cependant, je crois qu'il faut envisager la lutte révolutionnaire avec efficacité, ce qui exige déjà le choix de lieux prioritaires d'action. Les secteurs importants de l'industrie (là où les travailleurs sont nombreux, là où la paralysie de tels secteurs entraîne une extension du mouvement parce que ce point est décisif dans la cessation d'activité d'importants lieux de production), doivent être prioritaires pour l'implantation et l'action, ne serait-ce que par leur faiblesse numérique. Aussi, je dois envisager la question à mon retour dans la vie civile. Je crois qu'il existe à Lyon des diffuseurs de Lutte Ouvrière. Je compte sur vous de façon à me renseigner comment joindre ces camarades.

Recevez, camarades, mes amitiés révolutionnaires.

H. B., TREVES.

Sur les problèmes posés par la nouvelle formule de notre journal, nous avons déjà eu l'occasion de répondre dans un de nos récents courriers de lecteurs que tu as dû lire. En résumant en deux mots : c'est précisément parce que nous voulons faire un journal « à diffusion massive et facilement abordable », donc plus intéressant, que nous voulons donner des informations plus nombreuses, plus complètes sur la vie et sur les luttes de la classe ouvrière, ainsi que sur l'actualité politique. Mais qui dit plus d'informations, dit plus de pages et par conséquent prix plus élevé.

Par ailleurs, tout a fait fait d'accord avec toi sur ton dernier paragraphe. Les travailleurs sont exploités et luttent partout, dans les petites entreprises comme dans les grandes. Mais il est certain que l'audience et par conséquent l'efficacité d'un militant révolutionnaire peut être plus grande dans une entreprise importante.

Hebdomadaire - Paraît le mardi Prix: 2 F

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composé par : Graphiques Gambon Imprimé par : Roto technic Offset Distribué par les NMPP.

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6*.

Nota: cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

6 mois : 30 F ordinaires : 1 an : 50 F

sous pli fermé : 6 mols : 70 F 1 an * : 130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODIN-SON PARIS 6851-10.

Editorial

« Si « la nouvelle société » a un sens, c'est bien celui de viser à constituer une société où les hommes et femmes, jeunes et vieux, ont le sentiment d'avoir une juste place et que ce sentiment ne soit pas un mensonge ».

(Chaban-Delmas, à l'Assemblée, le 20 novembre 1969.)

avec Chaban-Delmas

et Marcellin

« Ceux qui s'imaginent que notre démocratie s'épuise, se trompent. Elle ne fait que se renforcer... Le gouvernement fera respecter, calmement et avec sang-froid, la légalité républicaine. x

(Marcellin, à l'Assemblée, le même jour.)

En avant vers la nouvelle société!

ARCE QUE des policiers avaient pénétré dans la cour de la Sorbonne et tenté d'embarquer les manifestants qui s'y réunissaient, la France devait connaître en mai 1968 l'une des plus grandes grèves générales de son histoire.

Aujourd'hui ces mêmes policiers peuvent défoncer à coups de bulldozer ou découper au chalumeau les portes des centres E.D.F. en grève sans que le pays bouge et que la protestation ne soit autre que symbolique.

Aujourd'hui la police matraque indifféremment les commerçants contestataires, les jeunes agriculteurs en colère, les étudiants gauchistes et les travailleurs en grève.

Aujourd'hui il est possible, à la veille d'une manifestation interdite de procéder à près de deux cents arrestations préventives, comme il est possible de procéder ensuite à des rafles de manifestants éventuels, c'est-à-dire tout simplement de passants.

Certes, cela ne touche encore qu'une minorité, celle qui précisément revendique et conteste. Celle que l'on qualifie d'extrémiste parce qu'elle tient à faire savoir publiquement, par la rue, les raisons de son mécontentement. Un mécontentement qui, lui, est infiniment plus large qu'elle.

Mais ceux qui pensent qu'il n'y a pas à broncher tant que les coups tombent sur les « extrémistes » se trompent lourdement. Il s'agit de bien autre chose. Il s'agit pour le gouvernement d'essayer de mettre fin à l'agitation sociale et de maintenir l'ordre.

Car c'est l'ordre que veulent défendre avant tout les Pompidou, Marcellin et leurs compères de l'U.D.R.; l'ordre des patrons, bien sûr, l'ordre nécessaire à l'exploitation et à l'oppression sans histoires. Un ordre qui ressemble à de la vengeance pour tous les bourgeois et petits bourgeois réactionnaires qui ont connu la grande peur en mai 68. L'ordre pour lequel ont été élus les députés de la majorité et qui implique que les commerçants, les paysans, les étudiants et les ouvriers travaillent en silence et dans la soumission, sous la matraque du policier.

Il y a quelques semaines, Pompidou et Chaban ont amené Séguy à désavouer les propos qu'il avait tenus à la Mutualité. Hier ils ont attaqué les grévistes C.G.T. de l'E.D.F. qui étaient entrés seuls en bagarre. Ce ne sont pas des attitudes incohérentes. Le gouvernement sait fort bien que Séguy n'est pas gauchiste, que les syndiqués C.G.T. de l'E.D.F. ne voulaient pas autre chose que la satisfaction de leurs revendications économiques, et qu'enfin les manifestants du 15 novembre dernier n'allaient pas tenter une insurrection urbaine! Cela ne l'a pas empêché de frapper. Car il sait aussi que la C.G.T. comme le P.C.F. par crainte d'être débordés sur leur gauche seront amenés à déclencher des actions quand le mécontentement et la colère des travailleurs chercheront à s'exprimer.

C'est cela que le gouvernement veut éviter. Les patrons qui l'ont élu ne sont pas disposés à payer.

Et Pompidou met ses flics à leur disposition. Mais toute une partie du patronat français et des hommes politiques de la majorité aspirent à un retour à la paix sociale par la force et les arrestations s'il le faut. Pour s'en convaincre, il suffit d'avoir entendu les applaudissements qui à l'assemblée saluèrent le discours offensif de Marcellin. En s'attaquant aux gauchistes aujourd'hui, le gouvernement voudrait préparer la mise au pas de toute la population demain. Il tente en tout cas, d'y préparer l'opinion et de l'habituer à tolérer partout la présence et l'intervention policières. Tel est le sens du déploiement de force de ces dernières semaines.

C'est pourquoi les partis qui se réclament de la classe ouvrière et les syndicats ne peuvent pas rester indifférents aux exactions de la police et du pouvoir. Ils ne peuvent ni ne doivent condamner les contestataires « extrémistes » qu'ils soient commerçants, paysans ou étudiants ou ouvriers sous prétexte de conserver le calme et la dignité inhérentes aux actions ouvrières décidées par les étatsmajors. Car en hurlant aujourd'hui avec les loups, en dénonçants les « trublions », les « fauteurs de désordre », c'est Marcellin qu'ils aident. Ce sont tous les tenants de l'ordre établi qu'ils renforcent et qu'ils renforcent contre eux-mêmes. Car demain s'ils persistent dans cette attitude, c'est eux-mêmes qui seront visés, interpelés et peut-être musclés. Eux-mêmes, et, ce qui est beaucoup plus grave encore, la classe ouvrière toute entière.

Dans ce numéro :



Les paysans en colère

Pages 12 et 13



• Italie :

les solutions bourgeoises de la crise

Page 5



Vietnam:

- le massacre de Truong-An

 la démission de Cabot-Lodge

Page 5



Marché commun:

> des discussions autour d'un mort-né

> > Page 6



En marge du congrès de la C.G.T.

Page 24



2.600 sacrifiés

sur l'autel

du budget Page 24

Leçon de dépistage pour C. R. S. moyen

Ou comment différencier un passant d'un manifestant.

« De deux choses l'une : ou il a l'air français, ou il a l'air étranger. S'il a l'air étranger, je l'embarque ; s'il

a l'air français, de deux choses l'une : ou il est jeune, ou il n'est pas jeune. S'il est jeune, je l'embarque ; s'il n'est pas jeune, de deux choses l'une : ou

il a les cheveux longs, ou il a les cheveux S'il a les cheveux longs, je l'embarque :

s'il a les cheveux courts, de deux choses l'une : ou il a l'air louche, ou il n'a l'air-

S'il a l'air louche, je l'embarque. S'il n'a l'air-de-rien, je le laisse passer... parce que c'est un inspecteur en civil ».

Ingratitude

Vendredi 14, aux abords de l'ambassade des Etats-Unis, la police interpelait une trentaine de personnes (des Américains pour la plupart) et les conduisait à Beau-

Mais les services américains n'apprécièrent pas cette complaisance ; ils intervinrent pour que les ressortissants américains pulssent exprimer « en paix » leur opposition à la guerre du Viet-nam et ils firent libérer ceux qui avaient été arrêtés.

Voilà qui n'est pas fait pour calmer la hargne de Marcellin et de ses sbires pour tout ce qui est « étranger » !



Manifestation à Nantes, samedi dernier.

Photo U.P.I.

Les trois agriculteurs condamnés à deux mois de prison ferme par le tribunal de Saint-Nazaire ne sont finalement restés que quelques jours en prison. Samedi dernier, au moment même où à Saint-Nazaire comme à Nantes, les paysans, les ouvriers et les étudiants se rassemblaient pour protester contre cette incarcération et exiger la libération des syndicalistes agricoles, la Cour d'appel de Rennes libérait les trois

Ce recul du pouvoir est mal masqué par la décision de la Cour d'appel qui a prononcé une condamnation de quatre mois de prison... mais avec sursis ! En réalité, la mobilisation des paysans, la sympathie qu'ils ont rencontrée dans d'autres couches de la population ont obligé le gouvernement à revenir sur sa décision. Et la magistrature, une fois de plus aux ordres, s'est exécutée en rendant... en toute indépendance, comme il se doit, l'arrêt que l'on attendait d'elle.

En rendant un verdict « d'apaisement », comme il l'a dit, le pouvoir aurait cependant tort de croire qu'il a conquis les bonnes grâces des paysans. Ceux-ci ont compris, et comprennent chaque jour davantage qu'ils n'obtiendront rien sans lutter. Et leur victoire morale de samedi dernier ne peut que les renforcer dans cette conviction en

leur montrant que l'Etat n'est pas tout-puissant.

* LUTTE OUVRIERE * n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appul chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français,

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.



IRAN:

La police politique en action

A Confédération des étudiants iraniens nous a fait parvenir un long communiqué sur la répression exercée en Iran et à l'étranger contre les Iraniens qui s'opposent au régime réactionnaire et féodal du Chah. Nous en extrayons ici l'essentiel.

* La police politique iranienne (le SAVAK) commet d'une façon quotidienne de nouveaux crimes à l'encontre du peuple et des patriotes iraniens. L'année en cours a été marquée par une accentuation de la terreur et de la répression policière qui se sont manifestées par le massacre de patriotes kurdes, l'arrestation de plusieurs groupes et leurs procès absolument clandestins devant des tribunaux militaires, et enfin, l'arrestation d'un grand nombre d'étudiants des universités de l'Iran. »

Voici quelques exemples de cette répression :

« 1) L'arrestation et l'interrogatoire d'un grand nombre des membres de la Confédération qui étaient rentrés en Iran l'été dernier.

2) Pressions exercées sur les familles des membres de la Confédération en Iran.

3) Emprisonnement et procès clandestins des membres de la Confédération qui sont rentrés en Iran après avoir terminé leurs études.

De plus la police des pays occidentaux garantit la liberté d'action du SAVAK et collabore avec lui afin d'organiser la répression policière contre les sections et les membres de la Confédération sur les lieux mêmes de leurs études. Nous pouvons citer des faits récents :

— La décision prise par la police autrichienne de dissoudre l'Union des Etudiants Iraniens à Vienne (membre de la Confédération) et d'expluser plusieurs étudiants iraniens.

— La décision de la police berlinoise d'expulser d'Allemagne notre camarade Bahman Niroumand (ancien secrétaire au Comité exécutif de la Confédération). Grâce aux efforts de la Confédération, cette décision n'a pu être appliquée.

— Le procès de plusieurs membres de la Confédération (en République fédérale allemande) qui avaient participé aux manifestations organisées par la Confédération contre la visite du Chah en Allemagne, en 1967.

— Le procès intenté contre trois étudiants iraniens à New York (U.S.A.), en octobre dernier, arrêtés par la police lors des manifestations contre la visite du Chah aux USA.

— La pression exercée par le Bureau d'Emigration des USA sur des militants iraniens résidents aux USA, et diverses difficultés qui leurs sont créées.

— La réduction d'un an à trois mois, de la durée de prolongation de validité des passeports des militants de la Confédération en Italie.

La Confédération est résolue à dénoncer cette accentuation de la répression policière du SAVAK sur les étudiants iraniens



(A.F.P.)

Brave dictateur sanguinaire dans son rôle mondain : des bijoux et de la crème fouettée pour les uns, la misère, les tortures et les exécutions pour les autres.

GRECE: Chez les colonels on reconnait les siens

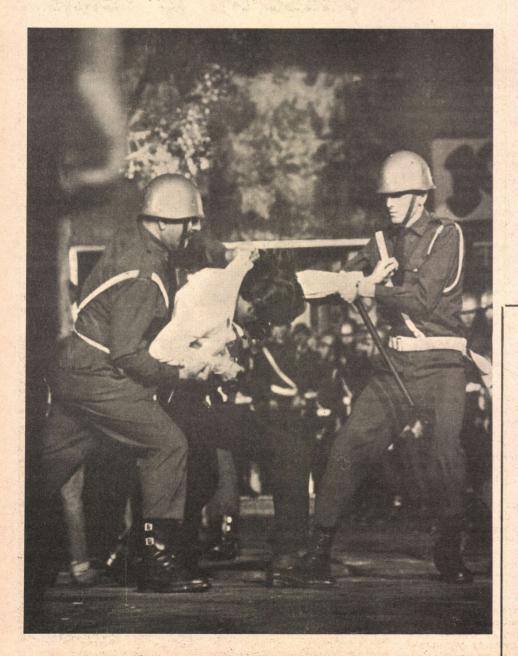


Photo du film « Z », qui raconte l'assassinat de Lambrakis. Mais il n'y a pas qu'en Grèce que les fascistes, l'armée et la police marchent la main dans la main.

Pendant que des milliers de prisonniers politiques molsissent dans les camps de concentration, Spiros Kotzamanis, meurtrier du député de gauche Lambrakis qu'il renversa avec son triporteur à la sortie d'un meeting, le 23 mai 1963, va être bientôt libéré.

C'est cet assassinat que raconte en détail le film « Z » de Costa-Gavras. Il montre comment, malgré la semi-démocratie-parlementaire de l'époque, les bandes fascistes qui employèrent Kotzamanis étaient couvertes et même franchement commanditées par la police et l'armée. Et si l'assassin fut finalement condamné à 11 ans de prison, les enquêteurs civils qui démontèrent les fils de l'affaire payèrent cher leur obstination. A peine crurent-ils à la victoire de la justice démocratique qu'un coup d'Etat militaire y mit bon ordre : les accusateurs de l'assassin finirent tous « suicidés », « disparus » ou au mieux dans les camps. Il est vrai qu'aujourd'hui en Grèce l'assassinat politique se pratique le plus « légalement » possible ; l'armée et la police ne se donnant même pas la peine de passer par les voyous fascistes... Quant au meurtrier de Lambrakis il se fit oublier dans une prison « agricole » où chaque année purgée compte double. Six ans après, le voilà libre, prêt à resservir.

Israël ou Alabama?

Aux U.S.A. on a déjà vu à plusieurs reprises des travailleurs blancs refuser la présence de noirs dans leur entreprise. Cette fois-ci c'est en Israël que 600 salariés juifs n'ont pas toléré que 25 Arabes travaillent à leur côté dans une usine de textile à Beit-Shaan. Le patron a dû momentanément fermer les portes de l'entreprise.

Pour être exceptionnel, ce fait n'en est pas moins significatif. Le nationalisme étroit du sionisme conduit directement au racisme. Et en allant au-delà même de la volonté gouvernementale en matière de répression anti-arabe, ces travailleurs juifs renforcent les chaînes de leur propre oppression.

Ironie du sort, cette information du « Monde » du 11 novembre, voisine avec la « tribune libre » d'une sioniste à tous crins, Nathalie Sarraute. Celle-ci déclare, après un séjour de deux mois en Israël ; « ... Je n'ai jamais perçu la moindre haine à l'égard des Arabes, mais toujours, au contraire, le désir sincère d'une compréhension mutuelle, d'un travail en commun dans la paix »

Mme Sarraute, on le voit, est un témoin digne de confiance.



Italie :

les solutions bourgeoises de la crise

JEUDI dernier 20 novembre l'Italie a connu sa quatrième grève générale en deux ans. A l'appel des trois centrales syndicales C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L. dirigées respectivement par les communistes, les démocrates-chrétiens et les sociaux-démocrates, 12 millions de travailleurs italiens, tant des entreprises privées que publiques, ont arrêté le travail.

Officiellement les grévistes réclamaient une politique plus rationnelle du logement. Le développement économique de ces dernières années a provoqué un afflux de population des campagnes vers les villes et du sud vers le nord, et créé un énorme problème de l'habitat dont pâtit essentiellement, bien sûr, la classe ouvrière.

Une grève générale, ne serait-ce que par son ampleur, et quelles que soient les revendications mises en avant, a toujours forcément un aspect et des répercussions politiques. C'est d'autant plus vrai pour celle-ci qu'en arrêtant le travail sur le problème du logement, c'est la gestion et l'organisation de la société par la bourgeoisie que les travailleurs italiens mettent en cause et c'est à l'Etat qu'ils demandent des comptes.

LA CRISE DU PARLEMENTARISME

C'EST d'autant plus vrai aussi à cause du contexte politique italien. Cela fait des mois que dure l'agitation sociale, que les grèves succèdent aux grèves, générales ou locales, que des manifestations très dures opposent étudiants et ouvriers aux forces de l'ordre.

A cela le gouvernement italien est tout à fait incapable de faire face. Les gouvernements, devons-nous dire, puisqu'ils se succèdent les uns les autres, mais tous aussi instables, avec une majorité parlementaire aussi fragile et prête à chaque instant à se rompre. Et le gouvernement Rumor qui s'est créé en juin après une longue crise qui avait duré plus d'un mois ne fait pas exception à la règle. Composé uniquement de démocrates-chrétiens, le soutien d'une partie au moins des sociaux-démocrates lui est néanmoins nécessaire. A règler les problèmes il n'y doit pas songer. Son ambition, et celle de ceux qui le soutiennent, se borne à ce qu'il puisse durer jusqu'aux élections du printemps prochain. A cela le gouvernement italien est tout à fait incapable

La crise du système parlementaire italien est donc patente. Aussi, depuis longtemps, mais de plus en plus activement semble-t-il, on cherche, du côté de la bourgeoisie, une solution de rechange. Elle n'est pas facile

LE PARTI COMMUNISTE AU GOUVERNEMENT...

UNE des solutions possibles serait de réintégrer le parti communiste dans la vie nationale, autrement dit de lever l'interdit qui l'empêche d'accéder au gouvernement, comme tous les partis communistes occidentaux, depuis 1947. Considérer que le P.C.I. est un parti comme les autres, donc susceptible de participer au gouvernement suivant les résultats de la fortune électorale, supprimerait en effet la première des raisons de l'instabilité du système parlementaire italien. Un gouvernement de gauche comme de droite, correspondant à la véritable majorité parlementaire serait possible. Les combinaisons actuelles entre les différentes tendances démocrates-chrétiennes et sociales-démocrates perdraient en grande partie leur raison d'être.

Ce feu vert la bourgeoisie italienne hésite pourtant à le donner. Deux raisons l'ont fait repousser le P.C.I.; sa liaison avec la bureaucratie russe, ses liens avec la classe ouvrière et la pression que celle-ci est capable d'exercer sur lui.

La première de ces raisons est incontestablement en train de disparaître. Le P.C.I. ne perd pas une occasion de souligner — il l'a encore fait lors de la dernière conférence des partis communistes à Budapest — son indépendance vis-à-vis des dirigeants du Kremlin. De ce point de vue il est de plus en plus national, c'est-à-dire de plus en plus utilisable par la bourgeoisie.

Mais il reste lié à la classe ouvrière, qui constitue l'essentiel de sa base. Il est donc sensible à la pression de celle-ci. Pour éviter d'être débordé sur sa gauche— et depuis quelques temps avec la croissance des groupes gauchistes ce danger existe encore davantage— il peut être amené à des concessions aux travailleurs. Même et y compris probablement s'il se trouve au gouvernement. Le jeu en vaut-il alors la chandelle pour la bourgeoisie italienne? Autrement dit les concessions que le P.C.I. ferait à sa base ne constitueraient-elles pas une contre-partie trop onéreuse du calme social et de l'ordre que le P.C.I. au gouvernement ne manquerait pas d'imposer dans le pays?

C'est ce dont une fraction au moins de la bourgeoisie

C'est ce dont une fraction au moins de la bourgeoisie italienne n'est pas entièrement sûre. Comme elle n'est pas bien sûre non plus, maintenant que les gauchistes existent, que le P.C.I. soit vraiment capable d'assurer le calme social comme il le fit pendant plusieurs années après la seconde guerre mondiale. Comme elle n'est pas bien sûre qu'il n'existe pas une autre solution à meilleur marché pour elle.

... OU UN GOUVERNEMENT DES COLONELS

ETTE autre solution, dont on commence à parler ici ou là, c'est celle d'un gouvernement fort. D'aucuns disent, faisant référence à la Grèce, un

D'aucuns disent, faisant référence à la Grèce, un « gouvernement des colonels ».

La dictature militaire est en effet de tous les types de « gouvernement fort » celui qui semble le mieux à la portée de la bourgeoisie italienne.

Le fascisme, auquel tout le monde pense dès qu'il s'agit de l'Italie, n'est pas à l'ordre du jour. Pour l'instant l'extrême droite est trop loin de constituer un parti de masse d'importance.

La solution bonapartiste de type de Gaulle semble écartée aussi faute d'avoir l'homme susceptible par son prestige, son passé et sa personnalité, de jouer les Bonaparte.

Bonaparte.

Bonaparte.

Reste donc l'appel à l'armée pour imposer par la force le respect de l'ordre bourgeois à la classe ouvrière.

L'armée est-elle prête à jouer ce rôle? Il est difficile de le dire. Les troubles qui se sont produits dans les unités de la police milanaise à Milan semblent montrer que du côté des forces de répression on supporte de plus en plus mal la « passivité » du gouvernement et que l'on réclame des «solution énergiques », c'est-à-dire un gouvernement fort qui sache mieux utiliser la matraque. Mais, l'armée, les recrues, n'ont pas forcément la même mentalité. la même mentalité.

PREPARER LA RIPOSTE

N coup de force militaire est en tous cas maintenant une éventualité qui ne peut être complètement écartée, et à laquelle doivent se préparer et être préparés les travailleurs italiens.

Faire face à un putsch demanderait en effet une autre détermination que pour manifester ou même faire grève. La classe ouvrière doit non seulement contester, elle doit apprendre à vaincre si elle ne veut pas connaître des surprises amères dans les temps qui viennent.

viennent.

viennent.

Pour cela il ne faut certainement pas plus compter en Italie qu'en France, sur les appareils sociaux-démocrates ou staliniens syndicaux, et politiques. Entretenir une certaine agitation sociale afin d'éviter d'être débordés sur leur gauche est le maximum de leurs possibilités.

La seule force politique qui peut œuvere dans ce sens est constituée par les révolutionnaires. A condition que ceux-ci, parmi les « gauchistes » ne confondent pas, eux non plus, l'agitation pour l'agitation, avec l'organisation collective du prolétariat et la prise de conscience par celui-ci des nécessités de l'heure.

Vietnam:

Le massacre de Truong-An

Les coupables

INQ cent soixante sept civils, hommes, femmes, enfants, la majorité des habitants d'un village massacrés. De sang froid. Voilà un « exploit » des forces américaines au Sud-Vietnam,

révélé plus d'un an après qu'il fut accompli.
Cette révélation, faite par de grands journaux américains, vient à la suite de deux autres. Un Vietnamien torturé, puis assassiné par six officiers des « bérets verts ». Une jeune Vietnamienne, enlevée de son village par une patrouille, violée et tuée.

INSI la grande presse américaine semble découvrir les atrocités d'une guerre menée au nom de la « liberté » et de la « démocratie », des atrocités qu'elle dénonce comme des exactions regrettables, voire

sur un village avaient l'habitude de faire la sélection entre civils ou combattants!

Des civils, depuis le début de la guerre il y en eut des centaines de milliers d'assassinés. Et il n'en peut pas être autrement, puisque c'est contre tout un peu-ple que les forces américaines mènent la guerre. Il n'en peut pas être autrement puisque tout Vietnamien est présumé Vietcong. On l'assassine d'abord et on s'inter-

Non, Truong-An n'est pas une exception. Il y a au Vietnam jour après jour des milliers de Truong-An, où les forces américaines et leurs séides de Saïgon tuent, violent, torturent.

A la suite des révélations du Newsweek » et du « New York Times », quelques participants au

massacre de Truong-An seront probablement cités devant la cour martiale. D'ores et déjà le chef de l'unité responsable et un sous-officier sont inculpés.

On les condamnera peut-être et ils ne méritent guère la pitié — qu'est-ce que cela changera ? Comme toujours, on désigne à la vindicte des individus. Des individus qui, pour odieux que soient leurs actes, sont finalement eux aussi victimes de cette guerre. Ceux qui, à Truong-An ont manié la mitrailleuse ou ont participé au massacre d'une manière ou d'une autre, sont peut-être dans le civil des garçons épiciers, des instituteurs, des ouvriers ou des étudiants. Des gens comme tout un chacun, que rien ne destinait à être des assassins. Mais dont la guerre du Vietnam a fait des assassins. Comme la guerre d'Indochine et d'Algérie a fait des milliers de jeunes Français des tueurs, voire des tortionnaires.

Lorsque dans cette guerre faite d'atrocités, une atrocité est pour une raison ou une autre mise en lumière, lorsque l'opinion publique s'en émeut et réclame les coupables, on lui jette en pâture quelques boucs émissaires, quelques pauvres types transformés en exécuteurs de basses œuvres. Et ceux qui les ont armés, dressés, abrutis, continueront à en armer et à en dresser d'autres pour continuer à accomplir la même besogne.

Et les vrais coupables, ceux dans l'intérêt de qui, et au nom de qui cette guerre est menée ne sont jamais inquiétés. Eux, il est vrai, ne se salissent pas les mains. Ils peuvent même parfois s'offrir le luxe de s'indigner des exactions ».

Mais tant que ces gens et leur système, l'impérialisme, demeu-reront il y aura d'autres Truong-An au Vietnam, et d'autres Vietnam sur la planète. Et cela, quand bien même on aurait traduit quelques GI's devant la cour martiale.

A la Conférence de Paris

Cabot-Lodge passe-t-il le relais?

A Maison Blanche a annoncé la démission de Cabot Lodge de son poste de chef de la délégation américaine à la conférence de Paris, cela « pour raisons personnelles ».

Certes il se pourrait bien que ce soit simplement par fatigue que Cabot Lodge ait démissionné: une réunion par semaine à tenir, depuis un an et demi, et cela pour ne rien faire, c'est un score qui demande une certaine forme phy-sique. Cabot Lodge essoufflé a peut-être besoin de passer le relais à un collègue, ayant encore tout son souffle... Ce qui se comprendrait très bien si, comme l'a dit Nixon en octobre dernier, la paix doit être envisagée pour 1972.

Cependant cette démission pouvait être interprétée notamment comme un pas en avant vers un règlement du problème vietna-

Cabot Lodge considéré comme un « dur », partisan d'une politique de guerre, admirateur des méthodes utilisées par le colonel Trinquier en Algérie, est lié d'amitié avec certains dirigeants sudvietnamiens actuels et particulièrement avec le général Ky. Envoyé en juin 63, comme ambassadeur à Saïgon, il a reçu et a été reçu pendant près de 4 ans par la high-society saïgonnaise. Dans la mesure où le moment se rapprocherait pour la Maison Blanche de lâcher ses anciens amis de Saïgon, elle pourrait, en effet, charger un autre diplomate de la chose. Non pas tellement par complexe ou par crainte de faire se renier un homme politique. Mais parce qu'en politique les bourgeoisies disposent d'un personnel nombreux pour répondre à des situations différentes. La diplomatie américaine ne manque pas de vedettes pour la représenter --- sans être obligée de faire assurer la continuité dans l'ouverture et l'ouverture dans la continuité par les mêmes.

Peut-être est-ce donc l'heure de vérité pour le gouvernement de Saïgon, l'heure où la Maison Blanche va leur tourner le dos. Les rumeurs de complots politiques à Saïgon et les déclarations du général « neutraliste » Minh qui se présente comme chef de « la troisième force » montrent que la situation est confuse et que l'on s'attend à des changements. Et peut être verrons-nous l'arrivée d'un nouveau diplomate coïncider avec une ouverture des pourparlers. Mais rien n'est moins sûr



Cabot-Lodge s'en va Photo U.P.I.

même haïssables.

Mais de tels actes ne sont nullement des exceptions, le fait de quelques soldats dévoyés. Ce n'est pas seulement au village martyr de Truong-An que l'on a massacré des civils. On en massacré des civils. sacre tous les jours et quand ce n'est pas à la mitrailleuse comme canon, ou par des bombardements aériens. Et cela tout à fait officiellement, sans que ni le « New-York-Times », ni le « Newsweek » ne s'en émeuvent outre mesure. Comme si les bombes lâchées



Des pauvres types transformés en exécuteurs des basses œuvres.. Photo Vietnam G.I.



MARCHÉ COMMUN:

Des discussions autour d'un mort-né

E La Haye à Bruxelles, en passant par Paris, les rencontres succèdent aux rencontres entre les ministres européens de toutes catégories et de toutes spécialités. La raison de cette valse ministérielle à travers les frontières : préparer la conférence au sommet entre les six chefs d'Etat ou présidents du Conseil des pays du Marché commun qui doit se tenir à La Haye, les 1" et 2 décembre.

Tout ce beau monde doit se retrouver dans la capitale hollandaise pour « sauver in extremis le Marché commun », selon l'expression d'un commentateur. Eh oui, la communauté européenne est bien mal en point. D'aucuns, dans les milieux les plus autorisés prétendent même qu'elle est moribonde, moribonde avant même d'avoir réellement existé.

En 1956, le Traité de Rome prévoyait que la suppression des barrières douanières allait conduire à la fusion progressive, économique, sociale et politique des six pays. Mais aujourd'hui, personne ne se fait guère d'illusions sur la suite à donner aux déclarations ronflantes d'antan. Le mythe de l'Europe se dégonfle, d'événement en événement.

Récemment encore, le gouvernement français a dévalué sa monnaie sans en référer à ses partenaires. Le gouvernement allemand lui a rendu, si l'on peut dire, la monnaie de sa pièce, en décidant de rendre le mark « flottant », puis en le réévaluant. Quelques mois auparavant, la France avait contingenté l'importation de certains produits étrangers, y compris européens, alors que la circulation des marchandises entre les six devrait être libre. Et on pourrait multiplier les exemples, il n'en manque pas...

En somme, si chacun des Etats verrait d'un œil favorable le fait que les autres sacrifient leurs intérêts sur l'autel de la communauté, aucun ne veut sacrifier les siens.

Pourtant la nécessité d'une Europe unie et pas seulement limitée aux Six, est une évidence criante. Les frontières nationales, avec tout ce qu'elles comportent d'entraves à la circulation des hommes et des biens, sont un anachronisme monstrueux. Le hasard de l'actualité fait coïncider le lancement de l'Apollo 12 et ces lamentables discussions, vouées à l'échec, sur l'unification européenne.

Qu'elles apparaissent mesquines et dépassées ces querelles, à une époque où l'homme va sur la lune, à l'époque aussi où une infinité de liens sont tissés entre les différents pays dont l'interdépendance économique est totale. Mais le véritable anachronisme, celui qui engendre les autres, est la survie du régime bourgeois. Car c'est cette survie qui prolonge celle des Etats nationaux, des frontières nationales.

Certes, même l'économie des bourgeois étouffe dans le cadre national. Le capitaliste d'une nation a besoin du marché de ses voisins d'outre-frontières pour y vendre, et de leurs ressources pour y acheter ses ma-



Les ministres Schuman (France) et Scheel (Allemagne Fédérale) : des sourires ne ressusciteront pas le moribond.

tières premières. D'où ces tentatives pour réduire, voire supprimer les barrières douanières.

Mais il a encore plus besoin de son état. Car dans notre capitalisme pourrissant, plus une entreprise est puissante, plus elle a besoin non seulement de la protection de l'Etat, mais aussi de ses commandes, de ses subventions, de ses aides de toute sorte. Et ces commandes,

ces subventions, les monopoles français — pour prendre leur exemple — ne tiennent pas du tout à les partager avec leurs concurrents allemands, italiens etc... dans le cadre d'un Etat européen unifié.

Aussi, si ces monopoles qui dictent la politique de l'Etat sont prêts à faire certaines concessions pour pénétrer sur le marché des pays voisins, ils

n'iront pas au-delà d'une certaine limite. Ils n'iront pas jusqu'à sacrifier « la souve-raineté nationale » (c'est-à-dire leur emprise souveraine sur l'Etat national) à l'unification européenne. L'unification européenne passe par la destruction de ces monopoles, par la destruction de leur Etat.

L'Europe unie sera socialiste ou ne sera pas.

QUEBEC : les limites de la lutte linguistique

nitestations groupant jus qu'à 25.000 personnes en majorité collégiens, étudiants, enseignants, ont agité toutes les grandes villes du Québec. Pour qui connaissait l'apathie politique de ce pays jusqu'à ces dernières années et l'insignifiance des manifestations de rue (quelques dizaines de personnes tournant en rond sur les trottoirs pour dénoncer la guerre du Vietnam ou l'invasion de la Tchécoslovaquie), ce phénomène est surprenant.

Il s'agissait pour plus d'une centaine d'organisations de s'opposer au projet de loi sur le bilinguisme discuté par les députés, et qui fut cependant adopté le 4 novembre.

Ce texte autorise les parents la langue de leur choix : fran- phones. cais ou anglais.

nard, ville de la banlieue nord de Montréal, imposa l'unilinguisme français dans ses écoles aux enfants des « néo-canadiens » d'origine italienne, nombreux dans ce secteur. Des affrontements violents eurent lieu entre partisans francophones de « l'intégration scolaire » et défenseurs du bilinguisme. Le problème fut alors posé à l'échelle provinciale par le projet de loi.

Le parti au pouvoir au Québec, l'Union nationale, de même que le parti d'opposition libéral, ont pris la défense des minorités désirant s'intégrer (pour des raisons économiques) au groupe anglophone. Mais ces partis émanant des milieux d'affaire de la province sont à scolariser leurs enfants dans liés aux cercles dirigeants anglo-

Les « unilinguistes » eux, dé-

U cours de la dernière se- la rentrée 1968, lorsque la com- rel » dont se double l'exploita- 4.910 dollars en 1966, celui des vrai problème, celui de l'exploimaine d'octobre, des ma- mission scolaire de Saint-Léo- tion économique au Canada Français n'atteignait que 3.185 tation capitaliste. L'ennemi sefrançais. « Le bilinguisme est à sens unique et la langue de travail est l'anglais au Québec même — où 80 % de la population est française, dans l'industrie secondaire »... « En province plus de 96 % des administrateurs francophones sont obligés d'être bilingues en vertu de leur contrat. Par contre la moitié des employés anglophones ne sont pas obligés de savoir le français », écrivait le journal La Presse, le 24 octobre

> C'est là une situation qui va de pair avec le maintien du groupe français dans une situation sociale inférieure.

> « A Montréal, ils forment 60 % du personnel, mais seulement 17 % de la haute administration... » (La Presse, le 23 octobre 1968). Et tandis que le revenu masculin moyen des Bri-

Cette répartition des tâches et des revenus reflète la domination de l'économie québequoise par le grand capital anglophone et américain (qui contrôlent respectivement 51 % et 44 % des exportations provin-

On ne peut nier l'importance du problème linguistique pour la communauté québéquoise, un Canadien francophone étant automatiquement défavorisé. C'est d'ailleurs à partir de ce problème que des jeunes de plus en plus nombreux sont en train de prendre conscience de la nécessité de la lutte politique. Mais il est posé dans l'équivoque par les organisations qui ont pris la tête de la lutte. La revendication de l'unilinguisme. c'est-à-dire en pratique l'interdiction de l'enseignement en

rait le « maudit anglais » et la société Saint-Jean-Baptiste présente dans la lutte récente, prône un capitalisme national, francisé, qui est une utopie réactionnaire dans le Canada et l'Amérique actuels.

D'ailleurs l'unilinguisme, non seulement ne résoudrait pas ce problème, mais en créerait un autre : celui des minorités anglo-canadiennes et surtout néo-canadiennes qui seraient victimes à leur tour de la politique linguistique du capitalisme « francisé ». Les jeuncs intellectuels québéquois « progressistes » ont beaucoup à faire encore pour clarifier leur analyse et trouver le véritable terrain de leur lutte pour l'émancipation des canadiens français, lutte qui passe par la dénonciation de la bourgeoisie canadienne dans son ensemble, La bataille avait commencé à noncent le « colonialisme cultu- tanniques au Québec était de anglais au Québec, masque le qu'elle parle français ou anglais.

Infirmes et paralysés :

les laissés pour compte de la société



ORS de son 23° congrès naet paralysés a examiné la situa des pensions n'a atteint que tion faite aux personnes handi- 8,52 %. En d'autres domaines de

niqué, que les ressources des est de l'accès à la culture et à handicapés demeurent extrême l'instruction, au logement, au ment faibles. Un demi-million de travail, aux soins... Cela en raison grands infirmes et d'invalides re- d'une organisation de la société coivent des allocations ou des dominée par le calcul de la « renpensions dont le montant jour- tabilité » et du « profit ». nalier est de 7,39 F depuis le 1er octobre 1969 et atteindra seu-

Alors que l'augmentation des tional, la Fédération natlo- salaires a été de 16 % en moyennale des malades, infirmes ne depuis 1968, la revalorisation leur vie quotidienne, les handicapés sont l'objet d'une « ségré-Elle indique, dans un commu- gation » injustifiée pour ce qui

En somme, rien de changé dans lement 8,21 F au 1er octobre la « nouvelle société » de Chaban-Delmas.

CHÉQUES POSTAUX

Encore un impôt de plus

ES chèques postaux n'y arrivent plus. Aussi, l'Etat a décidé d'augmenter la taxe de tenue de compte pour ceux qui utilisent largement ce mode de paie-

L'Etat justifie sa décision en prétendant que la tenue des comptes des gros clients compliquent sa comptabilité. On pourrait croire, qu'après tout, cela ne s'appliquera qu'aux grosses entreprises qui, jusqu'ici, payaient leurs 5 francs annuels comme n'importe quel titulaire de compte qui n'utilise le C.C.P. que pour faire virer sa paye et y effectuer le paiement de ses im-

Mais il n'en est pas ainsi. En effet, l'augmentation de la taxe sera fonction non du montant global du dépôt, mais aux mouvements de l'importance des fonds effectués par le titulaire du compte.

Ainsi, ce seront principalement les petits commerçants ou les petites entreprises qui utilisent largement les C.C.P. pour faciliter leur comptabilité qui feront les frais de l'opération.

Pourtant, les comptes chèques postaux brassent des milliards qu'ils ne laissent pas dormir et qui, par le biais du Trésor, rapportent de gros intérêts à l'Etat, surtout aujourd'hui où le taux de l'escompte atteint 8,5 %.

Mais cela n'empêche pas l'administration des P. et T. d'exiger aujourd'hui des titulaires un nouvel impôt.

LES AFFRES DE LA T.V.A.

Taxe sur la valeur ajoutée au ministre de l'Economie et des Finances le passage suivant :

La Commission n'a pu résister au plaisir maintes fois éprouvé mais toujours intact que procure l'examen de quelques-uns des taux. Il y a, à ce sujet, des pages déjà célèbres :

selon qu'il est cru ou cuit, ce poi- destinée aux chiens, aux san-

faut distinguer selon qu'elles sont geur et le pigéon domestique. grillées ou non, ces harengs fumés qui sont à 7 % ou à 15 % selon que la fumée était froide ou chaude. Passe encore que la nourriture des animaux n'ait pas la même taxation que la nourriture des hommes, mais est-il Ce poulet qui change de taux vraiment indispensable que celle la pluralité des taux.

N lit dans le rapport pré- vre qui en change suivant qu'il gliers, aux souris ne suive pas le senté par la Commission est en grain ou moulu, ces confi- même sort que celle destinée de simplification de la tures qui ne sont pas taxées de aux volailles, aux lapins et aux la même façon selon qu'elles sont pigeons même si l'administration courantes, pharmaceutiques ou s'est résignée à unir dans le mêde régime, ces cacahuètes qu'il me destin fiscal le pigeon voya-

> On aurait tort d'ailleurs de penser que cette anthologie des andes pages de la T.V.A. ne concerne que le secteur alimentaire. Le secteur non alimentaire n'est pas à l'abri des méfaits de

L'étude très complète qui a été présentée à ce sujet à la commission à montré au contraire leur étendue et leur gravité. Le rapport de 1966 avait souligné que le libraire, commerçant pourtant assez spécialisé, devrait ventiler les journaux au taux 0, les livres au taux de 10,50 %, le papier à lettres au taux de 19 %, les films pour photos au taux de 25 %, et devrait distinguer les stylos dont la plume seule est en or de ceux dont le capuchon est en or comme la plume. D'autres exemples ont été depuis soumis à la Commission. Le commerçant qui facture une bouteille de gaz butane est soumis au taux 0 pour sa consignation, au taux de 15 % pour le gaz, au taux de 19 % pour le détendeur. Le garagiste supporte 19 % pour le remorquage seul mais 15 % si celui-ci est suivi d'une réparation.

Le prestataire de services est contraint de facturer séparément au taux de 15 % et le produit à son propre compte. Le fisc n'hésite même pas à s'attaquer au vison s'il est sauvage laissant le vison d'élevage bénéficier du taux normal. Heureux le jour où les fleurs que la Commission déposera sur la tombe de ces subtilités défuntes seront soumises au même taux, qu'elles soient en bouquet, en gerbe ou en cou-

Comme on le voit, les membres de cette Commission ne manquent ni d'humour ni de mordant. Dommage que ce soient les mêmes (Pécresse, Deleau, Egret et autres leaders P.M.E.) qui aient cautionné l'introduction de cette même T.V.A. au commerce de détail. Leur humour vengeur aurait paru moins hypocrite.

La C.G.T. au secours de la Défense Nationale



Nationaliser l'armement ou désarmer la bourgeoisie ? (A.F.P.)

A priorité en matière de fabrication d'armements doit être donnée aux entreprises d'Etat. » Ce n'est pas un patriote désœuvré qui parle, mais le secrétaire de la fédération... C.G.T. des travailleurs do l'Etat devant les ouvriers de l'arsenal de Cherbourg, en butte aux menaces de licenciements! Dans l'intérêt national, la C.G.T. exige donc que « les commandes, études et fabrications des matériels d'armement reviennent aux arsenaux et que les industries d'armements soient nationalisées », et de se lamenter de ce que la baisse des crédits alloués au ministère de la Défense en 1970 entraînerait une diminution des réalisations...

Oui, vous avez bien lu. La poudre à canon, la C.G.T. n'a rien contre, tout ce qu'elle lui reproche est d'engraisser les seigneurs de la guerre. Le raisonnement est simple. La cause du mal, c'est la propriété privée. Substituons-lui la propriété étatique et tout ira mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Bien sûr, il reste encore un détail à régler ; l'Etat, ce monstre dévorant de notre société appartient pieds et poings liés aux « monopoles ». C'est l'Humanité qui le dit et c'est vrai.

Alors?



DU COTÉ DES ÉCOLES...

Enseignement gratuit dans les C.E.G.?

ANS les C.E.G. l'enseignement est gratuit. Les fournitures scolaires sont fournies par l'école à l'exception, bien sûr, des cahiers, stylos, etc.

Mais il y a loin de la théorie à la réalité. Ainsi, chaque année, on prélève, sous le nom de coopérative des sommes destinées à compléter l'équipement de l'établissement : diapositives, projecteurs, cartes murales...

Des contributions exceptionnelles pour l'achat d'un gros appareil, machine à polycopier par exemple, sont loin d'être exclues. En outre, il faut compter d'autres sommes pour le matériel particulier à la classe.

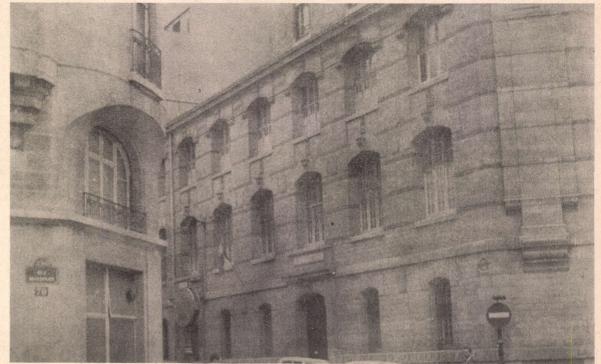
Souvent les livres sont « un peu » désuets. Le professeur a besoin d'un manuel plus moderne, plus adapté à son enseignement. A acheter!

Parfois, on s'aperçoit que les crédits accordés à une classe sont insuffisants, il manque un livre ou un cahier de travaux pratiques. A acheter!

En français, l'élève a besoin de se servir d'un dictionnaire. Pas question d'en trouver un dans les fournitures.

Dans les disciplines dites d'éveil, histoire, géographie, sciences naturelles, le maître doit faire appel aux parents pour acheter les documents photographiques, les cartes, les animaux à disséquer.

Toutes ces sommes, à la fin de l'année, sont loin d'être négligeables surtout pour les familles souvent modestes. Finalement, c'est la notion même d'enseignement gratuit qui est petit à petit remise en question, sournoisement, par la bande.



L'enseignement gratuit remis en cause ?

(Photo L.O.)

La mendicité organisée à l'école primaire



Un appel à la charite publique pour suppléer à la carence de l'Etat.

HAQUE année on distribue dans les écoles primaires et les collèges d'enseignement général des carnets de timbres au profit d'œuvres charitables. Le premier trimestre est consacré à la lutte antituberculeuse, le deuxième à « l'aide à l'école publique » (?), et enfin le dernier au soutien des vacances de plein air pour les enfants pauvres.

Rituellement, le ministère de l'Education nationale fait distribuer les timbres aux élèves qui doivent les proposer à la générosité de leurs parents, des voisins, ou des commerçants de leur quartier.

L'ennui, c'est que cette mission, particulièrement dans les classes de C.E.G., ne rencontre guère l'enthousiasme.

Aussi, l'administration des écoles, qui se voit obligée de jouer les collecteurs de fonds, a-t-elle souvent rapidement résolu le problème.

Dans beaucoup d'écoles, on remet d'office à chaque enfant un demi-carnet en échange d'une somme de 2,50 F, puisque l'année dernière, pour suivre la courbe de la hausse des prix, les carnets en question sont passés de 3 F à 5 F

Dans d'autres écoles, on relève en bloc, au début de l'année la totalité des sommes à verser, soit 7,50 F.

Bien sûr, dira-t-on, la famille peut toujours refuser. Mais on peut alors s'imaginer les pressions que subit en classe, devant ses camarades, le réfractaire, pour prévoir qu'à la maison il poussera ses parents à payer pour faire comme tout le monde. De toute manière, il reste toujours les commerçants du coin qui résistent mal à un enfant venant leur demander cinquante centimes (prix d'un timbre) pour une bonne œuvre.

Ainsi, l'Etat, au lieu de prendre en charge ces « causes nationales » qui lui reviennent de droit, transforme les enfants en mendiants et spécule sur leur « force de persuasion » auprès de la population.

Des bons patriotes

OUS le titre « Devoirs envers la patrie », le numéro du 10 octobre 1969 de « L'Ecole Libératrice » (hebdomadaire du S.N.I. (Syndicat National des Instituteurs) donne à l'usage des instituteurs une leçon de morale « modèle » pour des cours moyens première et deuxième année (enfants de 8 à 12 ans).

Les quelques extraits que nous citons se passent aisément de commentaires :

COMMENT ON FABRIQUE

« Avez-vous assisté (au stade, à la télé) à un grand match international? Quels étaient vos sentiments alors?»

« Au cours d'une revue, une

troupe... défile drapeau en tête. Que faites-vous au passage du drapeau? Réponse : Je m'arrête; je salue dans une attitude de respect.»

« Une auto étrangère s'arrête et l'automobiliste vous demande dans un français très approximatif un renseignement : que faites-vous? Réponse : ... Je m'efforce de renseigner au mieux ces voyageurs. Je ne veux pas que ces touristes puissent avoir une méchante opinion sur la civilité, la politesse des français. »

« Vous savez que les dépenses publiques (routes, chemins de fer, hôpitaux) ne peuvent se faire sans que tous les citoyens participent à ces charges en payant des impôts. Quel est en la circonstance le devoir de l'honnête citoyen? Réponse : de déclarer exactement ses revenus afin de verser à l'Etat sa juste contribution. »

«Comment à l'école vous appliquerez-vous à prouver votre volonté d'être un bon Français? «Réponse: En travaillant pour accroître mes connaissances et m'élever suivant mes possibilités. Le Français se doit à sa patrie et la mère-patrie a le droit d'exiger le meilleur rendement de ses enfants.»

Suit une série de petits textes et de citations à livrer à la réflexion des enfants, sur l'amour de la patrie et la supériorité de la France.

Voilà, on ne fait pas de politique à l'école laïque, gratuite et obligatoire (cet affreux vice reste réservé aux lycéens contestataires pourrisseurs de notre belle jeunesse...!) On n'y fait pas de politique mais on y forme, où plutôt on y déforme les jeunes esprits dans le respect des valeurs établies, du chauvinisme le plus étroit et de la morale la plus mesquine : on y apprend à être un «Français» avant d'être un « homme » et un citoyen soumis avant d'être un citoyen libre, le tout avec l'appui du syndicat des ensei-

Chers enfants de la patrie... soyez donc prêts pour le prochain massacre.

Les travailleurs en lutte

A.P.C.: 2000 travailleurs en colère dans les rues de Toulouse



Photo L.O.

Mardi 18 novembre à 9 heures du matin, près de 2 000 ouvriers de l'A.P.C. quittaient leur usine, pour la quatrième manifestation du mois. La première étape, après 4 km de marche à pied, fut la Chambre de Commerce. On stationna pendant une demi-heure en attendant le retour de la délédation. Puis nous repartîmes vers une destination inconnue de nous, mais pas des syndicats. C'est ainsi que nous nous retrouviens vers 11 h au Monument aux Morts. Puis nous continuons notre longue marche vers la Bourse du Travail.

Les réflexions vont bon train :
« On nous baiade ».
Nous apprenons enfin le programme de l'après-midi : O.R.T.F., mairie, La Dépêche, le plus grand quotidien régional. Nous repartons à 14 h vers l'O.R.T.F. Dans la manifestation l'ambiance est plus chaude que le matin Arrives plus chaude que le matin Arrives. plus chaude que le matin. Arrives l'étape, comme toujours une délégation va se plaindre du peu de cas que fait l'O.R.T.F. de notre sort. Au bout de 5 minutes d'attente, l'impatience grandit ; une vingtaine de travailleurs décidés veulent rentrer dans l'immeuble exprimer eux-mêmes leur mécontentement. Mais un cordon du service d'ordre syndical les en empêche. Des réflexions fusent venant même de camarades qui ne participaient pas à l'assaut : « Oui, avant les syndicats étaient à la tête, maintenant ils sont à la queue et ils nous freinent ». Des camarades veulent revenir à la

Préfecture, et ils demandent que leur proposition soit mise aux voix. Un délégué répond qu'en rentrant à l'usine « on fera une assemblée générale et on donnera la parole aux ouvriers », ce qui n'a pas été fait jusqu'à maintenant. A ce moment la déléga-tion revient : l'O.R.T.F. a promit une large diffusion de notre situation (le soir aux informations régionales nous avons eu droit à 4 minutes).

Nous repartons vers la Mairie. Arrivés place du Capitole, une délégation part voir Bazerque, maire F.G.D.S. de la ville. Dans la manifestation on commence à « Bazerque au balcon ».



Bazerque au balcon. Photo L.O.

pas tellement pour l'applaudir, il faut dire. Bazerque a promis qu'il fera voter un « vœu » par le Conseil Municipal. « Nous allons lui dire ce que nous pensons de ses vœux ». Une centaine de travailleurs repartent à l'assaut, on écarte facilement quelques membres du service d'ordre syndical, on rentre en trombe dans le bureau du maire. Il nous « reçoit », blanc, les bras au ciel, « Messieurs, Messieurs, je refuse de vous voir », « On n'a pas be-soin de ta permission ». « Bon faites ce que vous voulez... moi je continue à travailler ». « On veut des explications, tu es avec nous ou contre nous, c'est blanc ou

c'est noir ».

— « Si cela continue je fais appel aux forces de l'ordre ».

— « Quoi ?... ».

— « Socialiste gaulliste », « Va au balcon t'expliquer ».

— « Je n'irai pas au balcon, je n'aime pas les menaces ».

La pression des travailleurs se

faisant plus proche, Bazerque' dé-cide quand même d'aller au balcon. Il y fait son petit discours :
« Vous avez insulté le premier
magistrat de la ville... ». « Ouh! Il
se moque de nous! ».

Nous repartons vers la Dé-pêche, où là, les bonnes habitudes étant prises, la direction reçoit la délégation syndicale en notre présence.

Puis nous rentrons à la Bourse du Travail pour faire le bilan de la journée. Les multiples délégations n'ont rien donné, et beaucoup de camarades pensent que maintenant la seule solution, c'est la grève illimitée.

C.E.P.E. (ex C.S.F.) Sartrouville

La grève de l'E. D. F. fait des remous

Contrairement aux précédentes grèves de l'E.D.F., il n'y a pas eu de courant le 19 à la C.E.P.E. (filiale C.S.F.) de Sartrouville : toute matinée les ouvriers sont donc restés à ne rien faire. Mais à h 30, la Direction faisait savoir que le départ par cars était avancé 14 h 40, et elle affichait, au moment même de la sortie, une note de service précisant que la journée serait payée 6 heures seulement.

Les discussions allaient bon train devant ce « leck-out » de heures; les délégués court-circuités par la Direction demandaient bien, devant les cars, de rester à l'usine jusqu'à l'heure de sortie normale. Mais les cars étaient là, et puis rester pour quoi faire, personne ne le précisait. Tout le monde est donc parti, avec les cars.

Le lendemain à 14 h 15, à l'oc-casion d'une délégation des trois représentants syndicaux C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C. auprès de la Direction pour demander le paiement intégral de la journée du 19, l'usine débrayait 1 heure à la suite de quelques délégués : 300 personnes (sur les 450 salariés de l'usine) se retrouvaient dans la cour. Quand la délégation revint en annonçant le refus (prévisible) de la direction qui pro-posait, elle, de récupérer les heures « perdues », l'unanimité se faisait aussitôt contre la récupération, et beaucoup étaient alors pour continuer la grève : environ la moitié à mains levées. (Certains parlaient même entre eux de faire comme à l'usine C.S.F. de Brest : grève avec occupation). Bien sûr cela n'avait plus de sens de continuer pour le paiement de 3 heures perdues, et bon nombre se posaient le problème d'avancer les mêmes revendications qu'à Brest, parité des sa-laires entre C.E.P.E. et les usines parisiennes de la C.S.F. (il y a à l'heure actuelle 10 % environ de différence). La direction promettait alors à la délégation syndicale d'envisager la discussion de ce problème à la prochaine réunion du C.E., et les délégués faisaient reprendre le travail sur cette vague promesse ; un délégué C.G.T. proposait bien pour apaiser les esprits de « continuer l'action » avec des pétitions mais c'était un tollé général.

A 15 h 30 le travail commen-cait à reprendre mais tout le monde était finalement content d'avoir marqué le coup face à la

Correspondant L.O.

A la Polymécanique (Mobylette) Fin de la grève à la fonderie

Trois semaines après le début de la grève, les travailleurs de la Fonderie (une trentaine d'ouvriers sur 1 100 que compte l'entreprise) ont décidé de reprendre le travail. Les propositions de la direction dans le courant de la 3° semaine sont restées sensiblement les mêmes : ce qui fait 51 centimes, en plus pour les machinistes (dont 40 sous forme de prime, mais avec l'intégration d'une autre prime de 52 centimes au salaire) et 20 centimes pour les «rattrapeurs» et les « mou-

Après avoir proposé une prime de reprise de 100 F pour tous, la direction a remplacé cette proposition par une prime de 20 F par samedi récupéré avec paiement en heures supplémentaires (3 heures à 25 % et 6 heures à 50 %). Elle paye en plus la prime d'assiduité pendant le temps de grève (20 F) et les primes d'anciennets intégralement. cienneté intégralement.

D'autre part elle avance le paie-

ment de la prime de rapport (de l'ordre de 200 F), ce qui permet aux ouvriers d'avoir dans l'immédiat de quoi faire face en attendant la prochaine quinzaine. Il faudra de 5 à 6 mois pour les machinistes et près du double pour les autres pour rattraper le temps de grève s'ils refusent de récupérer le samedi, la solidarité financière n'ayant jusque là rap-porté que 85 F par ouvrier.

Si les ouvriers ont été partisans de la reprise, c'est surtout parce qu'à la fin de la troisième semaine les pièces usinées à l'extérieur ont commencé à arriver et que de ce fait se posait le problème de la grève du reste de l'usine. Continuer, c'était courir le risque de voir les pièces venues de l'extérieur, usinées par les ouvriers des autres ateliers, ce qui avait déjà commencé, malgré une pétition de protestation. C'était entamer une phase beaucoup plus

Le repli s'est effectué en bon ordre. De toute la grève, pas un seul ouvrier n'a travaillé et c'est tous ensemble qu'ils ont repris. Ce n'est ni une victoire, ni une défaite. Si les ouvriers auront du mal à rattraper leurs heures de grève, le patron, lui, a été contraint à accorder des augmentations. Certes il aurait fallu que la grève se généralise à l'usine, mais l'ambiance n'y était pas et les manœuvres de la C.G.T. n'y ont pas contribué. Les ouvriers de la Fonderie ont fait ce qu'ils devaient et ils ont appris à diriger eux-mêmes leur lutte. La direction qui a voulu les diviser. n'a pas réussi à faire lâcher par les machinistes le reste de l'atelier. Cela aussi c'est l'acquis, non négligeable pour l'avenir, de cette

Trois morts en deux mois à l'usine Renault (Billancourt)

Au Dt 38, le 12 septembre, un ouvrier de l'entretien avait la tête broyée entre un pont roulant et la presse qu'il réparait. Le 22, c'était un mutilé du travail que la Régie avait placé comme gardien qui mourait la tête écrasée par un semi-remorque. Le 13 novembre, au Dt 37, un fraiseur sur grosse machine était coincé entre une pièce de plusieurs tonnes et une clé engagée dans la broche réglée à 81 tours à la minute. La victime devait décéder quelques heures plus tard d'un éclatement du foie.

Au 38 l'ouvrier est mort parce que le haut de la presse sur partie inférieure du pont roulant desservant cette travée.

Après l'accident on a rappelé les consignes de sécurité : installation d'un clignotant sur la presse, vigie à côté de l'opérateur ». Ces consignes avaient été respectées, mais l'accident est tout de même arrivé et pourra se reproduire tant qu'il n'y aura que 15 cm et non 2 mètres entre la partie supérieure de la presse et le pont.

La Régie déclare que pour y remédier il faudrait réimplanter l'atelier, or à Saint-Ouen, dans l'arcienne S.A.V.I.E.M. où le Dt 37 est en cours de transfert, on installe des presses qui présentent des points de cisaillement avec le pont roulant. Le gardien, lui, circulait à bicyclette dans une rue de l'usine

mal éclairée et encombrée dans laquelle manœuvrait le semiremorque. Cette rue est rendue glissante par l'huile de décolletage qui l'en imprègne, le gardien a dérapé dessus.

Au 37, depuis 20 ans, il faut de temps à autre utiliser une clé emmanchée dans une tube de 1,50 mètre pour arriver à débloquer les fraises et lorsqu'elles ne peuvent être desserrées à la main il faut coincer la clé le long de la machine et actionner le moteur de 10 ou 15 chevaux qui fait tourner la broche. Cela a marché 20 ans, puis c'est l'accident. Là encore on rappelle les consignes de sécurité, mais on ne supprime pas les causes de l'accident, à savoir les clés démesurées et le matériel

Les usines Thomson à Gennevilliers sont en pleine effervescence : des assemblées d'informades délégations, des débrayages.

A l'usine G 3 les agents techniques ont fait 6 heures de grève pour réclamer 200 F d'augmentation. A l'usine G 1 à la suite d'une assemblée des techniciens réclamant une augmentation identique, la Direction a lâché entre 70 et 100 F de rallonge suivant les catégories. Actuellement c'est au tour des professionnels.

Correspondant L.O.

CHEZ ERICSON

Des mouvements ont lieu dans plusieurs ateliers de l'usine ERICSON à Colombes. Quarante testeurs d'une salle d'essais ont arrêté le travail du jeudi 13 au mardi 18, puis après deux jours de reprise, ils se sont à nouveau mis en grève. Ils furent rejoints par une équipe de cinq monteurs.

Par ailleurs, près de deux cents ouvrières des sections de soudage, contrôle et de vrapping débrayent chaque jour une heure ou deux depuis le 6 novembre.

Correspondant L.O.

LA GREVE CONTINUE A LA MUTUALITE AGRICOLE

Mutualité Agricole, FMAIF, la grève (p. 15) a continué durant toute la semaine dernière. Les èmployés réclament une augmentation du salaire minimum, une diminution du nombre des catégories et un rajustement des salaires. Les délégués des Fédérations ont été discuter au Ministère et une nouvelle entrevue devait avoir lieu en fin de semaine. Aux assemblées quotidiennes, le personnel est venu toujours aussi nombreux, 350 personnes environ.

A Manufrance (2 400 personnes) les ouvriers occupent l'usine depuis le 7-11-69. A la C.A.F.L. (Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire) les 1 200 travailleurs qui représentent un peu plus de la moitié de l'effectif occupent eux-aussi l'usine. Toujours à Saint-Etienne, la C.E.M.S.E. (Constructions Electro - Mécaniques de Saint-Etienne) est également occupée par 150 ouvriers.

A SAINT-ETIENNE

S.N.E.C.M.A.: LUTTE LES LICENCIEMENTS CONTRE

Dans les centres S.N.E.C.M.A. de Corbeil et de Villaroche, grèves et manifestations ont continué la semaine dernière contre les licenciements annoncés par Direction. Le nombre prévu de ceux-ci a d'ailleurs été réduit de 755 à 640, a annoncé la Direction au Comité Central d'Entreprise le 20 novembre.

Le centre de Villaroche est en grève depuis le mardi 18 novembre. A Corbeil, les travailleurs ont fait grève, mardi, jeudi et vendredi. Jeudi, les travailleurs des deux centres S.N.E.C.M.A. ont manifesté à Paris.

Correspondant L.O.

Correspondant L.O.

LOGEMENT: une politique qui n'a guère changé



Les logements sont rarement à la portée des habitants... (Photo L.O.)

l'heure actuelle, le problème numéro un de nombreuses familles, reste le logement. Loyer cher, manque de confort, d'espace, éloigne-ment du lieu de travail, ce sont là des calamités considérées comme presque naturelles, auxquelles chacun se résigne faute de pouvoir y échapper.

LES ACCIDENTS DE LA ROUTE

Un centre d'urgence à Garches... il en faudrait 50 en France

« Il arrivait que les ambulanciers C.R.S. de l'autoroute, les gendarmes, les pompiers, les secouristes de la Croix-Rouge, les ambulanciers privés, qui relèvent les accidentés, perdent des heures à transporter les blessés de l'un à l'autre des hôpitaux de la périphérie à la recherche d'un lit disponible. Parfois, on en venait à déposer plusieurs blessés d'une même famille, l'un à Saint-Germain, un autre à Saint-Cloud, un troisième à Versailles. ON ME COMPTE PLUS CEUX QUI ONT SUC-COMBE AU COURS DE CES PERI-PLES, ou bien à l'arrivée dans des hôpitaux où les soins intensifs immédiats n'étaient pas possibles.» (France-Soir, 4-11-69.)

Ainsi, sur 14.000 morts de la route chaque année, une partie non négligeable est due à l'absence de soins!

Mais ça, rassurez-vous, c'était la situation AVANT! Avant qu'un centre médical pilote, parfaitement organisé soit créé à Garches tout récemment Bravo! s'écrieront les accidentés passés, présents ou futurs q e nous sommes tous... Mais attention ! vous n'aurez une chance d'y être admis, une chance d'être soigné correctement, qu'à condition d'être accidenté sur l'autoroute de l'Ouest ou du moins, dans le secteur ouest de la région parisienne auquel ce centre est destiné. Et encore, prenez garde de ne pas choisir le week-end pour votre accident, moment où l'on annonce déjà que le centre sera surchargé!

Quant à tous ceux qui voyagent ailleurs, eh bien! « il arrivera que les ambulanciers C.R.S. de l'autoroute, les gendarmes, les pompiers... » voir plus haut...

Que voulez-vous? des centres semblables, il en faudrait 50. Le gouvernement ne peut pas tout faire...

Les appartements ne manquent pas

Et pourtant, les appartements ne manquent pas. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer le nombre d'agences immobilières qui se créent, vivent et prospèrent. Mais elles proposent surtout des appartements à acheter, et les quelques-uns qui sont mis en location, le sont à des conditions hors de portée des petits budgets.

Le gouvernement affirme que ce probleme du logement reste au centre de ses préoccupations sociales. Cependant, les prétendues solutions envisagées pour le résoudre ne valent guère mieux que celles que préconisaient déjà au xix siècle, un certain nombre d'économistes bourgeois ou proudhoniens dont Engels réfuta les arguments dans une série d'articles regroupés sous le titre commun « la question du logement » qu'il écrivit en 1872.

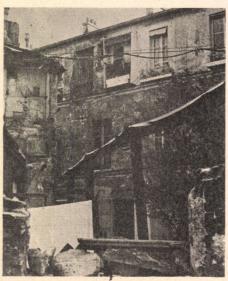
Quand la propriété est un boulet

Aujourd'hui, malgré les restrictions de crédit et les conditions de remboursement draconiennes, l'incitation à l'achat d'appartements ou à la construction de pavillons, est loin d'être en baisse. Bien souvent, d'ailleurs, comparé au loyer qu'il faut payer pour bénéficier d'un misérable meublé, les travailleurs voient là une solution à leur problème. De son côté, le gouverne ment défend, dans cette politique, son intérêt : comme l'explique M. Chalandon (ministre du Logement), qui désire développer la construction de maisons individuelles à bon marché, il faut ouvrir à chacun la possibilité de devenir propriétaire, propriétaire d'une maison de préférence, car alors, le travailleur-possédant, tenu par les traites à payer, rentrera le soir dans un foyer éloigné de Paris, retrouvant un isolement salutaire, propice aux multiples activités que requiert l'entretien d'une maison et donc, à l'abandon de toute autre activité politique, culturelle, etc.

Cité par Engels, l'hebdomadaire des sections marxistes de la 1^{re} Internationale en Espagne, « La Emancipacion », dénonçait une politique semblable en ces termes (16 mars 1872) :

« Les dirigeants les plus intelligents des classes dominantes se sont constamment efforcés d'accroître le nombre de petits propriétaires pour se constituer une armée contre le prolétariat. » Et poursuivait :

Les capitalistes « en vendant à leurs ouvriers de petits logements payables par annuités, cherchèrent à étouffer chez les travailleurs tout esprit révolutionnaire, les enchaînant du même coup avec ce titre de propriété à la fabrique dans laquelle ils travaillaient ».



... des taudis qu'ils remplacent. (Photo L.O.)

La méthode « Haussmann »

Une autre politique est poursuivie en matière de logement : celle qui consiste en de vastes opérations dites de rénovation. A Paris, c'est le cas du 15° arrondissement, du 2°, du 4°, etc. Tous sont des quartiers essentiellement populaires dans lesquels les taudis,

Exproprier les nantis

Et cependant, « ce qui est certain, c'est qu'il y a dans les grandes villes déjà suffisamment d'immeubles à usage d'hal itation pour remédier sans délai par le ir emploi rationnel à toute véritable « crise du logement ».

Irrationnel, en effet, que de nom-



Il existe, en particulier dans l'ouest de Paris, bien des hôtels particuliers qui pourraient être mieux employés.

vieux de plusieurs siècles et dont personne ne se préoccupait jusqu'alors, doivent disparaître pour laisser place à des immeubles résidentiels, destinés à de nouveaux locataires.

Il se passe ici ce qu'Engels dénonçait sous le nom de méthode « Haussmann » : « J'entends ici par « Haussmann » la pratique qui s'est généralisée d'ouvrir des brèches dans les arrondissements ouvriers, surtout dans ceux situés au centre de nos grandes villes, que ceci réponde à un souci de la santé publique, à un désir d'embellissement, à une demande de grands locaux commerciaux dans le centre ou aux exigences de la circulation. Quel qu'en soit le motif, le résultat est partout le même : les ruelles et les impasses les plus scandaleuses disparaissent et la bourgeoisie se glorifie hautement de cet immense succès. Mais ruelles et impasses ressurgissent ailleurs et souvent dans le voisinage immédiat. »

Aujourd'hui encore, loin de faire disparaître les logements insalubres, on ne fait que les déplacer.

breux appartements restent vides parce que trop chers tandis que des familles entières s'entassent dans de lamentables taudis; irrationnel aussi, que de nombreux appartements soient sousoccupés alors que certains partagent une unique pièce à 4 ou 5.

Mais nous ne pouvons attendre des gouvernants qu'ils fassent disparaître de telles hérésies, qu'ils résolvent un problème aussi vieux que la société capitaliste elle-même. Car faire disparaître la crise du logement, cela signifie - aujourd'hui comme en 1872 procéder à « l'expropriation des propriétaires actuels, à l'occupation de leurs immeubles par des travailleurs sans abri ou immodérément entassés dans leurs logis ».

Et aussi simples que soient ces mesures, elles ne seront possibles que lorsque les rênes de la société seront passées des mains des spéculateurs de la construction, des financiers, etc., dans celles des travailleurs.

LE SCANDALE DES TRANSPORTS EN COMMUN

TOULOUSE

UNE MODERNISATION QUI LAISSE A DÉSIRER

U milieu des vacances, la S.T.C.R.T. (Société des Transport en Commun de la Région Toulousaine) a fait don d'un superbe cadeau à ses utilisateurs de banlieue. En effet, les vieilles carcasses brinquebalantes et nauséabondes qui tombaient tous les 3 jours en panne ont été peu à peu remplacées par des autobus flambant neuf.

Mais il a fallu déchanter bientôt, car le chauffeur, autrefois assisté d'un caissier, se retrouve à présent tout seul pour assumer les deux tâches. Ainsi la durée du trajet se trouve-t-elle sensiblement allongée (pour un prix qui n'a cessé d'augmenter au cours de l'année) car il faut à chaque

arrêt attendre que chacun ait payé sa place avant de pouvoir repartir.

D'autre part la circulation en ville devient de jour en jour plus difficile, et presque quotidiennement, certains départs prévus sont purement et simplement supprimés, en raison des retards considérables que prennent les autobus dans la cohue des heures de pointe. De la sorte, ouvriers et employés qui ont l'agréable surprise d'apprendre qu'ils devront attendre 3/4 d'heure avant de pouvoir rejoindre leur banlieue, pourront se consoler, une fois installés dans leur pullmann, en se prenant pour des touristes anglais en route pour la riviera!

Les travailleurs intérimaires (II)



EPUIS quelques années, le travail temporaire prend de l'ampleur. Il concerne aujourd'hui presque toutes les branches de la production et presque toutes les catégories de travailleurs.

Dans un précédent numéro, nous avons essayé de voir pourquoi certains travailleurs, jeunes pour la plupart, étaient attirés par ce type de travail. Aujourd'hui, nous voudrions voir pourquoi les patrons, de leur côté, font appel de façon croissante à l'utilisation de main d'œuvre temporaire. En effet, de 1964 à 1968, si l'on en croit la récente enquête du C.N.R.S., la proportion des établissements utilisant ce type de main-d'œuvre serait passée de 30 à 54 %, les taux les plus élevés concernant les régions parisienne et lyonnaise avec un taux de 62 %.

Parmi toutes les motivations, plus ou moins avouables, qui poussent les patrons à embaucher du personnel intérimaire, on peut en distinguer de trois ordres :

 Le travail temporaire permet de passer outre à la législation du travail.

 Il permet aux patrons de s'épargner, dans une certaine mesure, les soucis et les frais de la « rationalisation » de la production.

3) Il introduit une division supplémentaire entre les travailleurs.

PASSER OUTRE A LA LEGISLATION DU TRAVAIL

Depuis qu'existe le système du salariat, et depuis qu'existe la lutte entre patrons et salariés, la bourgeoisie a constamment tenté de reprendre d'une main ce que, contrainte et forcée, elle cédait de l'autre. Parmi les avantages importants concédés aux travailleurs figurent les accords généraux sur la garantie de l'emploi. Avant 1936, un employeur pouvait licencier un ouvrier surle-champs sans aucune indemnité. Depuis 1936, le préavis de huit jours a été admis et aujourd'hui il est de un mois (davantage pour certaines catégories de travailleurs). C'est dans le but de revenir sur les dispositions légales qui imposent le préavis que les patrons tentent aujourd'hui de substituer aux accords généraux

sur les contrats de travail le système antérieur des contrats libres. C'est dans le but de revenir sur les avantages concernant la garantie de l'emploi qu'ils réintroduisent aujourd'hui par la bande les contrats provisoires, à l'usage surtout de la main-d'œuvre immigrée étrangère, ou bien le système de l'emploi de main-d'œuvre intérimaire, qui n'est pas autre chose.

Car, grâce à l'utilisation de travail par intérim, le patron d'une entreprise peut, à son gré, « embaucher » ou « débaucher » un travailleur temporaire sans lui être redevable d'indemnités d'aucune sorte, sans avoir à lui payer de préavis dans la mesure où aucune relation juridique ne les lie l'un à l'autre. En effet. s'il existe un contrat de travail, généralement provisoire et d'une durée déterminée par la durée de la mission à accomplir entre l'intérimaire et l'agence d'intérim, et un contrat de location ou de prêt de main-d'œuvre entre l'agence d'intérim et le client utilisateur, il n'existe aucun contrat entre l'intérimaire et le client utilisateur.

S'EPARGNER A BON COMPTE LES FRAIS DE LA « RATIONALISATION » DE LA PRODUCTION

En s'assurant, grâce aux services des entreprises d'intérim une main-d'œuvre

Le travail temporaire et... les patrons

d'une plus grande mobilité, les patrons peuvent plus aisément faire face aux fluctuations du marché et des commandes, aux « rationalisations » et « concentrations » de toutes sortes. Malgré l'anarchie de leur système de production, ils veulent que le travail soit fait, vite et bien. Et ils s'en remettent aux entreprises d'intérim pour « rationaliser » la production à leur place (et à celle des services officiels de placement de maind'œuvre), tout en s'épargnant par la même occasion les problèmes délicats que soulèvent immanquablement les mesures de licenciements. Ainsi, les patrons s'évitent les problèmes d'ordre économique, c'est-à-dire les frais importants qu'occasionnent les mesures de licenciements. Mais aussi et surtout les problèmes d'ordre politique, c'est-à-dire les menaces de conflits ouverts en cas de « compressions de personnel ». Et dans une période où les travailleurs ne manquent pas de combativité et sont sensibles au problème du chômage, cela n'est pas négligeable.

Bien sûr, s'en remettre aux entreprises de travail temporaire les oblige à délier les cordons de leur bourse. De telles entreprises se font en général grassement payer. Mais la majorité des patrons s'accorde à reconnaître que, par rapport aux multiples avantages qu'il offre, le travail temporaire n'est pas d'un coût très élevé. L'économie est d'ailleurs d'autant plus grande que le travail temporaire ne remplace pas le travail ordinaire mais sert uniquement à « l'écrêtage des pointes » dans le rythme d'activité de l'entreprise

DIVISER POUR MIEUX REGNER.

Bien sûr, en « prime », le système apporte aux patrons l'avantage d'introduire une division supplémentaire entre les travailleurs. Mais « en prime » seulement, car on ne peut pas dire que, dans la situation actuelle, ce soit le but essentiel visé par les patrons. Il n'en reste pas moins que la « prime » de la division n'est pas négligeable à leurs yeux, et qu'il n'est certainement pas étranger aux préoccupations de certains patrons de tenter, un jour ou l'autre, de faire jouer aux intérimaires le rôle de briseurs de grève. Jusqu'ici, l'entreprise a échoué: nulle part, ni en mai 1968, ni depuis, le personnel intérimaire ne s'est livré à ce petit jeu. Bien au contraire, il a participé à la plupart des mouvements.

Cependant, ce danger n'en est pas pour autant éliminé pour l'avenir. Et une des tâches les plus importantes des militants ouvriers des entreprises est de déjouer à l'avance toutes les manœuvres de décision patronale en se faisant des travailleurs intérimaires non pas des ennemis, ni même des indifférents, mais des alliés.

Comment cela? Nous essaierons de le voir dans un prochain article.

Par le travail intérimaire le patron s'assure, à côté d'une main-d'œuvre stable qui forme le noyau de son entreprise un noyau mobile qui lui coûte parfois plus cher mais dont les réactions peuvent difficilement compromettre le marché de son affaire.

Un autre aspect non négligeable non plus, qui pousse les patrons à utiliser des intérimaires, c'est le moyen de pression que cela exerce à l'intérieur même de l'entreprise pour limiter la quantité de main-d'œuvre. On organise un service ou un atelier avec le minimum de maind'œuvre en invoquant qu'en cas de presse, de maladie ou de congé, on fera appel aux intérimaires. Quand le cas se présente, on recule le plus tard possible la venue de l'intérimaire, pendant ce temps on se débrouille et puis on revient à l'effectif mini. Dans bien des cas, les chefs de service qui ont la responsabilité des deniers de leurs secteurs, freinent l'utilisation des intérimaires et, finalement, grâce à l'effort de tous, le travail se fait quand même avec l'effectif le plus

LE C.N.P.F. ET LE TRAVAIL INTERIMAIRE

(Cette prise de position est une réplique contre les critiques des syndicats (C.F.D.T. entre autres), qui dénoncent ces entreprises de « négriers » et réclame à l'Etat la prise en charge du travail temporaire.)

« Nous ne croyons pas qu'il appartienne à l'Etat d'exercer des activités économiques de cette nature ou d'une autre nature, ni qu'il soit en état d'exercer une activité de cette nature. Nous pensons que les entreprises de travail temporaire ont une meilleure connaissance des problèmes économiques que les services de l'Etat, et que si certains peuvent trouver déplaisant à certains égards que la location de la main-d'œuvre puisse être à la source de profits pour une entreprise, la notion de profit n'est pas une notion qui nous heurte, dans la mesure où elle est le signe d'une certaine efficacité dans le domaine économique... »

(Propos recueillis lors de l'enquête du C.N.R.S.)

la réforme du S.M.I.G. On brouille les cartes

E 5 novembre, M. Fontanet a proposé au Conseil des ministres les grandes lignes de la réforme du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti qui devrait désormais s'appeler « Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance » (S.M.I.C.).

A première vue, l'idée pourrait séduire, si elle n'était entachée de la plus pure hypocrisie. Selon le gouvernement, il s'agit de trouver une nouvelle formule qui permettra de revaloriser le S.M.I.G. non seulement en fonction des variations des fameux 259 articles mais encore en fonction de l'évolution de l'économie, en le rattachant partiellement à l'évolution des salaires réels, l'augmentation du

S.M.I.C. ne devant pas être inférieure à la moitié de l'augmentation moyenne des salaires.

On sait que l'évolution des salai-

res réels, si elle est quelquefois consécutive à une situation du marché du travail favorable aux travailleurs, est le plus souvent le résultat de la lutte des salariés contre leurs employeurs. Le gouvernement affirme hypocritement qu'il ne s'agit pas d'une indexation stricte sur les salaires réels parce que cela introduirait un dirigisme qui irait à l'encontre de la liberté des salaires discutés contractuellement au titre des Conventions collectives résultant de la loi de 1950. D'ailleurs par avance le gouvernement se réserve la possibilité de freiner l'évolution du S.M.I.C. Si « une augmentation correspondant aux données économiques ne peut pas être réalisée facilement », on se demande bien pourquoi, après avis de la commission supérieure des Conventions collectives, puis du conseil économique et social et enfin d'un Conseil ministériel, on pourra limiter cette augmentation à un « butoir » de 50 %.

Voilà qui nous promet de belles discussions autour du tapis vert!

Mais le gouvernement entend encore brouiller un peu plus les cartes : les anciens indices vont être supprimés. Quels seront les nouveaux? Sur quoi seront ils basés? Quelle part y prendront les postes des transports et des logements notamment?

Repartir à zéro, belle manière en vérité pour brouiller les cartes et liquider à peu de frais le conten tieux des nombreux tripatouillages des indices.

Les paysan

Bains de foule pour ministres impopulaires



Deux heures sous la pluie pour un ministre = quatre mois de prison avec sursis pour les jeunes agriculteurs contestataires. Les paysans eux, passent des centaines d'heures sous la pluie...

A.F.P.

TRE ministre, ou même député de la majorité, n'est plus une sinécure : depuis quelques temps les agriculteurs font sentir leur mécontement et ne se gênent pas pour demander des explications aux responsables de la situation.

Or, ceux-ci n'y sont pas pré-

Il semblait acquis à nos « représentants » qu'en dehors des promesses électorales et d'un ou deux compte-rendus de mandat, ils n'avaient pas à s'expliquer devant les électeurs, leur unique tâche étant d'empocher tranquillement leurs 7.000 F mensuels d'indemnités. Quant aux ministres, la constitution de la V° République restraint la possibilité de les interpeller à l'Assemblée Nationale. Mais cette irresponsabilité des élus, caractéristique de la démocratie bourgeoise, vient de se trouver battue en brêche par quelques agriculteurs, qui se sont permis d' « interpeller » quelques ministres et de les retenir le temps suffisant pour leur expliquer leurs doléances.

Mais nos sol-disant « représentants du peuple » n'apprécient guère cette introduction à la démocratie directe. Pourtant le contrôle des mandants sur leurs élus, à tout moment par le peuple, c'est cela la véritable démocratie. Mais bien entendu les « démocrates » qui nous gouvernent ne sont pas prêts à s'y plier.

Quant à nos ministres, parions

qu'ils n'ont pas ces réactions outragées lorsque dans les diners, les cocktails ou les entrevues particulières, les représentants du grand capital leur demandent des comptes.

BEN MON COCHON!

Lors d'un reportage sur les paysans contestataires, un poste périphérique nous a fait entendre les grognements d'un cochon que son propriétaire tentait de calmer par un vigoureux « Taistoi, Duhamel ! »

Notons que lors d'une deuxième diffusion de ce reportage, ce passage fut pieusement censuré.

La Société Protectrice des Animaux aurait émis l'intention de poursuivre le propriétaire du malheureux cochon... pour attitude injurieuse vis-à-vis d'un animal

GRÈVE SUR LE TAS

Parce que sa permanence électorale avait été « souillée de sous-produits du règne animal », un député U.D.R. a entre-pris une grève sur le tas (prudemment, c'est-à-dire à l'Assemblée Nationale, mais pas dans sa permanence!) : Il ne participe pas à la discussion des crédits à l'agriculture.

Que se passerait-il si tous les députés U.D.R., si tous les ministres, suivaient cet exemple ? On n'ose y penser.

Un exemple d'exploitation en Hte-Garonne

En France, à l'heure actuelle, il existe de nombreux fermiers et métayers et également des petits paysans qui, pour arrondir les revenus trop maigres tirés de le ur exploitation propre, prennent des terres en fermage.

Les rapports entre propriétaires et paysans sont dignes des temps féodaux.

A Puylaurens, dans la Haute-Garonne, un gros propriétaire foncier, M. de Clauzade de Mazieux, a décidé de ne pas renouveler le bail de fermage à un de « ses » fermiers qui était là, avec ses treize enfants depuis dix ans.

Au départ, les 40 ha de fermage étaient presque complètement en friche. Il y avait 21 têtes de bétail qui donnaient à peine 1.500 litres de lait par tête et par an (la moyenne française est de 4.500 litres).

A force de travail acharné, le fermier et ses enfants sont parvenus à faire monter la moyenne à 4.500 litres. Le fermier doit donner 7.000 F par an au propriétaire, et il se garde environ le restant du produit de l'année, soit 15.000 F.

Le propriétaire a décidé de céder la terre à son fils, ou bien de vendre la terre au fermier, mais alors bien plus que son prix : 37 millions au lieu de 22.

Le fermier a porté l'affaire devant les tribunaux qui ont tranché en faveur... du propriétaire. Puis devant la Cour de Cassation, qui rendra son arrêt dans un an environ.

En attendant, le fermier a fait appel à tous les petits paysans de la région. Ils sont venus manifester à plus de 700 le dimanche 19 octobre, sur leurs banderoles : HALTE AUX CUMULS, LA TERRE A CEUX QUI LA TRAVAIL-LENT.

Il y a un an, la même chose s'était produite pour un métayer de la même région, et, là aussi, la solidarité des petits agriculteurs avait joué et avait obligé le propriétaire à reculer.

Une vérité bonne à dire

ES dirigeants agricoles de l'Aisne, représentant les gros propriétaires terriens, ont adressé récemment une motion au Préfet où ils se déclarent « outrés de la façon malhonnête dont a été exploitée dans l'émission de télévision « Panorama » du 6 novembre, l'affaire de la petite Sophie Duguet ».

Ceux qui ont vu la télévision ce soir-là ont eux aussi été « outrés » par ce qu'on leur a présenté. Mais pour des raisons diamétralement opposées à celles des agrairiens. Car les caméras ont décrit comment s'est développée et se maintient la main-mise des gros propriétaires (et notamment des Duguet) sur la région. Elles ont fait toucher du doigt ce que signifie l'exploitation capitaliste pour les travailleurs agricoles : des salaires au S.M.I.G. et la domination quasi féodale des « maîtres ».

C'est ce qui explique la lettre au Préfet, car ces messieurs, comme tous les patrons, ragent de voir qu'au hasard d'une « affaire » on étale ce qu'ils sont vraiment : des exploiteurs qui vivent du travail des



5 en colère

La F. N. S. E. A. et les petits exploitants

UE ce soit dans la Manche, le Jura, la Corrèze, le Nord ou la région toulousaine, les manifestations de mécontentement des agriculteurs se sont multipliées ces derniers temps.

Là, ce sont des routes barrées, des pylônes sciés, là un ministre retenu plus d'une heure sous une pluie battante, là encore un lancer de cochonnets dans un banquet auquel participe un autre ministre.

Mais quelles que soient les formes violentes ou folkloriques que prennent ces gestes de protestation, il n'en demeure pas moins que toutes révèlent une inquiétude profonde.

Car à l'heure de l'austérité, les petits paysans ont le sentiment d'être laissés pour compte. Alors que le prix au détail de toutes les denrées augmente, le prix du lait est bloqué à la production. De plus, la restriction du crédit se fait sentir particulièrement pour le crédit agricole. Or, de nombreux petits exploitants ont besoin de crédits, non seulement pour l'achat de matériel, mais également pour pou voir faire la « soudure » entre la période des dépenses et la pé riode des rentrées d'argent, à la vente des récoltes. Et ils as

sistent, là comme ailleurs, à une lente dégradation de leur pouvoir d'achat.

Enfin et surtout, la petite exploitation se sent condamnée. Les plans Vedel-Mansholt, se fixant pour but de supprimer 5 sur 6 des exploitations familiales, ont clairement montré l'intention des gouvernants.

Face à cette situation, la plus importante organisation d'agriculteurs, la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (F.N.S.E.A.) fait cause commune



A St-Lô, 1.500 agriculteurs forcent le barrage de police et se rassemblent devant la préfecture de police

avec le gouvernement, car elle est aux mains des gros propriétaires terriens.

Le 28 octobre, par exemple, ses dirigeants De Caffarelli et Debatisse, étaient reçus par Pompidou. De Caffarelli déclarait à propos des manifestations de paysans qui se déroulaient ce jour-là : « La F.N.S.E.A. est totalement étrangère à l'aspect politique ou personnel de certaines initiatives. »

Ainsi, une fois de plus, la F.N.S.E.A. assurait le gouvernement de son inaction présente et future. Cela n'a d'ailleurs rien d'étonnant. De quel côté se place cette F.N.S.E.A., on l'a vu en mai

1968, lorsqu'elle choisit de différer les manifestations d'agriculteurs afin d'éviter la conjonction de la colère étudiante, ouvrière et paysanne.

Aussi, des organisations comme le Comité de Guéret, le MO-DEF, (lié au P.C.F.) ou même certaines Fédérations départementales de la F.N.S.E.A. (telle celle de l'Indre-et-Loir, qui vient de se séparer de la Fédération), souhaitent de plus en plus la formation d'une nouvelle centrale paysanne, dont ils espèrent qu'elle défendra mieux les intérêts des petits exploitants.

Cette nouvelle centrale verra-t-elle le jour ? En tous cas, les

révolutionnaires ne pourraient que soutenir une telle initiative, sans obligatoirement faire leurs les objectifs d'un tel mouvement. Car ils ne peuvent qu'être partisans du rejet, par la petite paysannerie, de la tutelle des pontes de la F.N.S.E.A. Les petits paysans, au même titre qu'un ouvrier ou un employé, sont des travailleurs. Leur pain, ils l'arrachent à la terre, eux et leur famille, au prix de journées de travail le plus souvent très longues et très dures. C'est que, bien sûr, lorsqu'une exploitation a dix hectares, elle n'a pas les moyens d'investir, d'acheter le matériel agricole qui permettrait de mécaniser le travail, de l'alléger, et, par une mise en valeur plus rationnelle du sol, de rendre l'exploitation « renta-

Mais un gouvernement au service de la population ne condamnerait pas les petits paysans à l'asphyxie, sous prétexte de « rentabilité ». Il leur offrirait, sous forme de matériel agricole en usage collectif, sous forme d'écoenécialisées de cours de technique agricole, de l'aide de spécialistes de crédits à bon marché, etc., toutes les possibilités pour se « recycler », pour utiliser les techniques nouvelles de l'agriculture, pour se convaincre de l'avantage qu'il y a à les utiliser en commun, sur une plus grande échelle. Il offrirait aussi aux enfants d'agriculteurs autre chose qu'un avenir de chômeurs ou d'ouvriers sans qualification.

Ce n'est pas le gouvernement Pompidou qui réalisera cela, ni aucun autre gouvernement capitaliste. Comme les ouvriers, les petits paysans ne peuvent avoir d'espoir que dans la formation d'un gouvernement des travailleurs, un gouvernement des exploités. Sur cette voie, leurs intérêts s'opposent radicalement à ceux des grands exploitants et des pontes de la F.N.S.E.A., solidaires de la politique du pouvoir.



Marche forcée pour le secrétaire d'Etat à l'Agriculture... sous la conduite forcée de manifestants paysans (Calvados)

Les travailleurs en lutte

Chez PEUGEOT (Sochaux)

27 heures de grève ont suffi

Peugeot à Sochaux ont eu, à plusieurs reprises, sur des problèmes catégoriels, l'occasion de montrer leur mécontentement. Des délégations ont eu lieu dans plusieurs secteurs, allant même jusqu'à 2 heures de grève de soixante caristes et manutentionnaires de l'atelier Emboutissage.

Autre secteur mécontent : le traitement thermique (T. Th). Dans cet atelier, les trente-neuf conducteurs de fours, répartis en trois tournées (3×8) , exigeaient, entre autre, le maintien de leur classification OS 2 A (équivalent O.P. 1), lorsqu'ils quittent, au bout de neuf ans, pour des raisons de santé, cet atelier, pour un poste de travail moins pénible.

D'ailleurs, trois camarades de ce secteur venaient d'être déclassés dernièrement pour cette raison.

Finalement, le 30 octobre et le 3 novembre, les trois tournées allaient séparément déposer leur revendication.

Le 6 novembre, après l'attente légale (huit jours), les travailleurs vont chercher la réponse, négative bien entendu. La tournée de l'après-midi décide alors, sur le tas, la grève à 17 heures. La tournée suivante, à 20 heures poursuit le mouvement. Auparavant, les grévistes avaient informé par le canal syndical, l'ensemble de l'usine de leur mouvement, et ils terminaient leur information ainsi: «... Après le délai légal pour répondre, la Direction ne nous donne pas satisfaction... » «... Ainsi, c'est conscients de notre solidarité et de notre droit que nous passons à l'étape suivante dans notre lutte: nous arrêtons notre production. Nous viderons les fours et veillerons à les conserver en état de fonctionnement, un point c'est tout! »

Lorsque la tournée du matin arrive à 4 heures le vendredi, la maîtrise a eu le temps de recharger en vitesse les fours. C'est aussi rapidement qu'ils seront vidés à nouveau par les grévistes. Ceux-ci voulant continuer le mouvement, se bornent à veiller à la sécurité des fours.

A 7 heures, la Direction arrive, essaie de rassembler les grévistes et de les « raisonner » : « Vos revendications sont à l'étude, on s'en occupe, des arrangements d'horaire sont prévus, etc. ». Les délégués présents et des travailleurs insistent pour avoir une réponse nette. Finalement, après quelques atermoiements de la direction, on décide d'ouvrir des négociations au début de l'après-midi, en présence de l'inspecteur du travail.

La direction commence par demander directement aux grévistes présents ce qu'ils veulent, ce qui ne va pas...

Aux réponses, la Direction essaie de noyer les problèmes par des promesses vagues en n'abordant pas les points importants. Mais les travailleurs ne se laissent pas endormir et ramènent, avec les délégués, les débats sur les vrais problèmes.

Finalement, à 19 heures, la Direction cède sur presque toutes les revendications (elle exige treize ans de travail au T. Th. pour le maintien de la classification). De plus, les primes de quinzaine et de lancement 304, sujettes théoriquement à l'assiduité ne sont pas touchées. Enfin, les heures de grève sont payées à 60 %.

Ce mouvement de grève, qui n'a duré que vingt-sept heures, a été ressenti dans toute l'usine comme un succès, dû tout d'abord à la détermination des travailleurs qui ont, eux-mêmes, à tous les niveaux, assumé la responsabilité du mouvement, et au fait, également, que la Direction craignait, alors que l'usine Peugeot de Saint-Etienne était encore occupée, qu'elle soit obligée de fermer l'usine de Sochaux pour des raisons techniques, ce qui aurait pu entraîner, comme au Mans, une réaction massive de l'ensemble des travailleurs.

DES CHIFFRES QUI PARLENT...

Au cours de la discussion sur le budget, M. Robert Bisson (U.D.R.) a évoqué les problèmes de l'enfance inadaptée. A i n sind'après ses chiffres, on compte, pour une population de 12.300.000 enfants âgés de 5 à 14 ans, 1.500.000 enfants handicapés, dont 1.000.000 devraient être élevés par les services de l'éducation spé-

cialisée.

Fin 1968, le nombre de places dans de tels établissements s'élevait à 119.755. Par suite du blocage des crédits dû au plan d'austérité, a déclaré M. Bisson, le retard pris ne pourra être comblé.

Bref, la « Nouvelle Société » n'est pas faite pour les handicapés. C.T.N. (Déville-les-Rouen)

La fin de la grève

Nous avions parlé, dans notre numéro 60, du développement de la grève illimitée à la C.T.N., à Dévilleles-Rouen. Cette grève a duré 10 jours.

Que sont devenues les revendications?

La revendication essentielle des travailleurs horaires qui font équipe en 3 x 8 était la suppression du poste du samedi soir sans diminution de salaire. La direction proposait la suppression de six samedis de nuit sur seize dans l'année, avec, pour compenser, l'allongement de la semaine de travail de une heure les autres semaines, ce qui aurait porté l'horaire hebdomadaire à 48 heures au lieu de 47.

Après la grève, un référendum a été organisé parmi les horaires, et la majorité s'est prononcée pour un retour à l'ancien système

En effet, non seulement il aurait encore fallu travailler dix samedis de nuit dans l'année (et de 21 heures à 5 heures du matin, au lieu de 19 heures à 2 heures du matin avant la grève), mais en plus, il aurait fallu venir, la semaine d'après-midi, jusqu'à 21 heures le soir, au lieu de 19 heures. Ce qui fait que la soirée du samedi aurait été également gâchée les semaines où l'équipe est d'après-midi.

L'ensemble des travailleurs demandait une augmentation de salaire. La C.G.T. l'avait fixée à 25 centimes de l'heure. Le patron en a accordé 10.

!! y a de plus une prime de 2 F de l'heure pour les samedis soir travaillés. Mais il est évident que ce ne sont pas quelques centaines de centimes en plus qui peuvent compenser le fait d'être obligé de passer le samedi soir à l'usine.

La reprise

La fin de la grève a été votée le samedi 25 octobre dans la surprise générale. Alors que la veille, le principal responsable C.G.T. de la C.T.N. disait aux travailleurs que les propositions de la direction étaient insuffisantes, le lendemain, des responsables de l'Union départementale viennent annoncer aux travailleurs que ce qui a été obtenu de la direction est une grande victoire!

Par une série de manœuvres, ils réussissent à faire voter la reprise, alors que la majorité des grévistes n'étaient pas présents, n'ayant pas été avertis qu'il y aurait vote ce jour-là.

Le lundi matin, c'est avec beaucoup d'hésitations que les travailleurs ont repris — certains ont attendu jusqu'à la dernière minute pour rentrer — Le lundi après-midi, la majorité des travailleurs du train de laminage n'ont pas travaillé. Mais dès le lundi soir, l'usine tournait nor-

Si cette grève n'a pas été une « grande victoire » pour les travailleurs de la C.T.N., elle leur a cependant permis de juger à leur juste valeur ceux qui se sont acharnés à faire reprendre le travail.

(Correspondant L.O.)



Chaque matin les travailleurs du C.T.N. en grève se rassemblaient dans l'usine.

Flambo (Vierzon)

7 jours de grève

'USINE Flambo-Vierzon, créée voici un an et demi, regroupe 400 personnes (dont de nombreux cadres) fabriquant du matériel de bureau. La direction, qui présente son usine comme « moderne et modèle », n'en a pas moins été poursuivie en prud'homme pour avoir payé des ouvrières en-dessous du S.M.I.G.

Aux bas salaires se joignent les mauvaises conditions de travail. Les accidents sont fréquents. Rien d'étonnant alors à ce que le mécontentement grandisse, et qu'il se manifeste.

Les revendications

Le lundi 27 octobre, les délégués CGT-CFDT posent à la direction deux revendications :

— 40 centimes d'augmentation pour tous ;

 Indemnité de transport payée sur la base des tarifs publics en vigueur.

Ils demandent une réponse avant le lendemain matin, menacant sinon d'appeler à débrayer. Le lendemain matin, il ne se

L'après-midi, les délégués sont reçus par le patron qui déclare que l'indemnité de transport est « à l'étude », mais qu'il n'accordera pas les 40 centimes.

Le soir, pour préparer un débrayage, un tract CGT-CFDT est tiré. Mis en réserve par les délégués, ce tract ne sera finalement diffusé qu'à la suite d'un bulletin « gauchiste » qui reprend les revendications et appelle à une assemblée générale du personnel.

Le débrayage a lieu à 16 h 30, le jeudi. 140 ouvriers arrêtent le travail malgré la distribution, une demi-heure plus tôt, d'un tract de la direction « invitant » chacun à agir démocratiquement, c'est-àdire à rester aux machines. Cette prose, si elle fait hésiter quelques-uns, accroît le mécontentement et le lendemain matin, 180 grévistes sont devant l'usine, face aux représentants de la direction, qui essaient de se mêler aux groupes de discussion pour pousser à la reprise. Elle ne fait qu'affermir la détermination des grévistes, et ne recommencera pas pareille tentative. Il n'est plus

question de débrayage, pour chacun, c'est la grève.

La grève

Le lundi, dès 7 heures, de nombreux grévistes sont devant les portes. Mais ils n'y a pas de piquets organisés, et les nongrévistes rentrent. Tout au long de la grève, aucune tentative d'explication sérieuse ne sera entreprise envers eux. Cela n'empêche pas une trentaine d'ouvriers de rejoindre le mouvement.

Le mardi, malgré les diverses pressions de la direction (tracts, lettres...), le degré de combativité est élevé et, dans le café où les grévistes se réunissent chaque jour, on entend parler d'occupation de l'usine.

Pourtant, à partir de mercredi, le mouvement s'essoufle, quelques ouvriers reprennent, et la direction, fidèle à sa tactique et tablant sur le manque d'expérience des grévistes, refuse toujours toute augmentation. Aussi, le jeudi, à cours d'argent, les grévistes décident de reprendre le travail la semaine suivante.

La reprise se fait dans le calme, mais chacun est conscient de la nécessité de « remettre ça » prochainement.

DANS LES MINES

préserver l'activité minière ou garantir le salaire des mineurs ?

E syndicat C.G.T. des mineurs vient enfin de donner son feu vert pour l'action : après bien d'autres, nous sommes appelés à nous mobiliser. Dans chaque service, puits, etc., consigne nous est donnée de nous réunir pour définir les modalités.

Quel gachis!

En présentant son budget à l'Assemblée Nationale, M. Olivier Guichard en a profité pour signaler que les dépradations occasionnées par les évènements de Mai avaient coûté 11 millions, plus d'un milliard d'anciens francs Quel gâchis!

Un milliard d'anciens francs, cela correspond à environ deux kilomètres d'autoroutes. Cela correspond à même pas trois heures de la production de la Régie Renault!

Le programme des organisations syndicales

Mais sur quel programme nous demande-t-on de nous mobiliser :

- une reconversion des houillères qui nous assurerait un certain avenir, au lieu du plan de fermeture des mines organisé par l'Etat bourgeois;
- une augmentation baptisée prime, de 70 F par mois, et la garantie du pouvoir d'achat par une échelle mobile;
- l'amélioration de la Sécurité sociale minière :
- le maintien de la gratuité des logements, et leur amélioration par une véritable politique d'urbanisation;
- la solution des revendications particulières des différentes catégories de la surface, l'amélioration des conditions de transport et de vie des mutés.

Sur ce dernier point, la « Tribune » du 15/21-10 présentait d'ailleurs un échantillonnage parfait de mesures allant du savon à la recommandation d'éviter de faire travailler trop souvent les ouvriers le dimanche.

L'avenir des houillères

Il va de soi que le maintien des Houillères en activité n'a aucun sens : quand le capitalisme a décidé qu'elles n'étaient plus rentables, il n'insistera pas pour leur redonner vie : souvenons-nous de Decazeville et de toutes les promesses non tenues.

Mais, indépendamment de cela, ce qui nous intéresse, ce n'est pas « l'avenir » problématique de la mine, mais celui concret de notre salaire : c'est la garantie du salaire en cas de fermeture des puits que nous devrions obtenir.

De plus, face à l'augmentation du coût de la vie, 70 F par mois sont insuffisants, c'est au moins 200 F qu'il nous faudrait actuellement.

Pour réaliser nos objectifs, on nous propose une « journée d'action », naturellement sous des formes diverses que nous déterminerions chacun dans notre coin.

Unifier les luttes

Mais l'action diversifiée et dispersée ne peut conduire qu'à un échec : nos camarades de Lens n'ont pas obtenu satisfaction : au lieu d'une diminution du temps de travail — raccourci d'autant que le transport était allongé — il leur a été accordé une prime qui ne compense pas le dérangement.

Il ne s'agit pas de suivre l'exemple des postiers qui, à leur 3° semaine d'action, avec débrayages fractionnés des divers services, en sont toujours au même point.

Au moment où d'autres secteurs bougent dans le pays, ne laissons pas désunir nos luttes. Pour des objectifs valables, il nous faudra une mobilisation importante. Faute de quoi, même sur des revendications minimes, nous n'aurons que des miettes et des communiqués dans les journaux.

(Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* de la Fosse Dechy, St-Périe, bassin du Douaisis.)

grève

à la mutualité agricole

A Mutualité Agricole regroupe 120 caisses en France, plus une caisse centrale à Paris. Elle est divisée en deux branches, l'une s'occupant des allocations familiales, maternité, prestations maladies, c'est-à-dire tous les services sociaux, l'autre assurant principalement les biens (automobile et risques divers, incendie, bétail...).

A la F.M.A.I.F. (caisse de l'Ilede-France dont le siège est à Paris) les salaires vont du coefficient 118 (environ 650 F net) à 200 (environ 1.100 F net) de salaire de base pour les employés, le plus répandu étant le plus bas naturellement.

Les revendications

Depuis un certain temps existait une agitation dans certaines caisses de province et à la caisse centrale, avec, comme principal objectif l'alignement des salaires sur la Sécurité sociale.

Fin octobre l'ensemble des syndicats lance un mot d'ordre de mouvement national devant le refus du ministère de tutelle d'entériner les accords signés entre les organisations syndicales et la FNMA (Fédération Nationale de la Mutualité Agricole).

Il fut décidé une grève de deux heures par jour dans toutes les caisses (à la Caisse centrale et dans diverses Caisses de province, ces deux heures étaient effectuées depuis près de deux semaines), avec comme revendications ;

débloquage des accords signés.
 augmentation de 7 % avec un minimum de 100 F au 1-10-69.

S'y ajoutèrent ensuite, au début de la grève à la FMAIF, deux revendications :
— prime unique de 50 F au 1-6-69 en

attendant la nouvelle classification.

— salaire minimum à 135 points (environ 866 F net).

La grève

A la caisse de l'Ile-de-France, une intersyndicale se crée. Le mouvement se déclanche le 5-11 : deux heures par jour. A l'assemblée du personnel, l'assistance est de 350 à 400 employés sur les 598 sédentaires et 300 itinérants de la caisse.

Le lendemain un meeting commun est organisé à la caisse centrale : un orateur de la CGT affirme sa volonté de maintenir le mouvement dans les limites décidées. Mais une partie des employés est hostile et veut aller plus loin.

Toujours à la FMAIF, après le long week-end du 11 novembre, des compterendus de négocation avec le ministère sont faits. Résultat nul : le ministre est en voyage au Japon, et ce n'est qu'un sous-ordre qui a reçu les syndicats.

On apprend que 64 caisses de province sont en grève et celle de la Somme en grève illimitée.

Les employés demandent à voter sur la poursuite du mouvement. Le jeudi, la décision est prise : sur 348 présents, 195 votent pour la grève illimitée. 132 votent le maintien des deux heures de débrayage quotidien. Les autres sont pour la reprise. L'intersyndicale décide de se rallier à la « majorité » et d'organiser un piquet de grève.

Le vendredi, 72 % du personnel sédentaire est en grève (plus qu'en maijuin 1968).

Mais malgré les efforts de quelquesuns, certains employés rentrent au travail. Des délégués syndicaux présents laissent passer.

Deux délégations, l'une à l'I.L.S.A. (Inspection des Lois Sociales en Agriculture) et au Ministère, celle-là accueillie par la police, sont organisées dans l'après-midi. Une lettre y est déposée ainsi que chez le Premier ministre, mais elle ne reprend comme revendications que :

le débloquage des accords.
la parité avec la Sécurité sociale.

(Correspondant L.O.)

A LA RATP.

les premières compromissions des directions syndicales entraînent les autres



C'est en leur nom que l'accord a été signé. Tous n'étaient pourtant pas d'accord. (Photo L.O.)

ORS de la dernière grève de septembre, des travailleurs de la R.A.T.P., les directions syndicales et particulièrement la C.G.T., employèrent tout leur zèle à faire reprendre le travail.

Il faut rappeler que les propositions de la direction furent très impopulaires, puisqu'elles prévoyaient de compenser les avantages acquis par cinq minutes quotidiennes de travail supplémentaire. Ces cinq minutes furent par la suite transformées en deux jours par an, mais cela revenait au même.

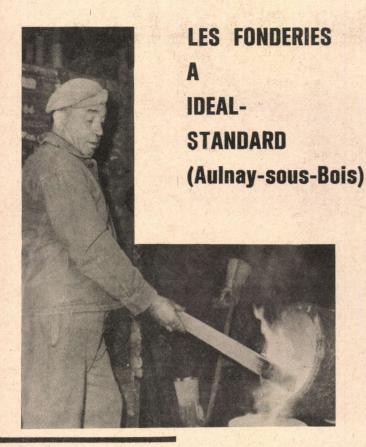
A défaut de s'être montrés fermes dans l'action, les syndicats se montrèrent, au lendemain de la grève, fermes du porte-plume: c'était à qui ciamerait le plus fort, entre la C.G.T. et la C.F.D.T., qu'il ne signerait pas ce protocole inacceptable. Il fallait bien ça pour ne pas se déconsidérer complètement. Seulement, la direction de la R.A.T.P. a exigé plus des syndicats: qu'ils reconnaissent par écrit ce qu'ils avaient déjà reconnu

en fait. Elle a donc menacé de ne pas donner les jours de repos acquis, en janvier 70, si les syndicats refusaient de signer le protocole.

La menace a suffi aux bureaucrates syndicaux pour qu'ils s'effraient de leur audace verbale d'hier., et qu'ils se résignent aujourd'hui à offrir leur chère signature. En signant l'accord, ils s'inclinent donc devant la clause de récupération. Pour faire passer la pilule aux travailleurs, ils se vantent soudain d'avoir obtenu de la direction que l'accord laisse la possibilité aux syndicats de revendiquer pendant quatre ans! Accepter le contraire serait bien le comble. D'ailleurs, tout le monde sait bien à la R.A.T.P. que l'enjeu des négociations n'était pas là, mais dans le marchandage des jours de repos.

En réalité, cette dernière reculade sur le papier, camouflée tant bien que mal par les syndicats, ne fait que suivre tout naturellement la previère sur le terrain : celui de la grève.

CENTE AUVOIEDE



CARBONE-LORRAINE (Gennevilliers)

SÉCURITÉ AU RABAIS

N matière d'accident l'usine Carbone Lorraine de Gennevilliers se trouve en bonne place. Dès l'entrée dans l'usine on est édifié. Un panneau indique le nombre d'accidents avec arrêt de travail survenus au cours du mois précédent, ainsi

que le « record » minimum qui serait de 4 en janvier 1965. Actuellement on en compte en moyenne 15.

Toutes les conditions pour riel, machines et outils, est souvent très vieux et en mausont réunies. D'abord le maté vais état. A l'atelier de fabri

UN PAUVRE TYPE

RECEMMENT, lors de l'enterrement de la camarade tuée dans un accident de la route, un des chefs du contrôle qualité a interdit à l'une d'entre nous d'y aller sous prétexte qu'il n'était pas question de lui faire cadeau d'un après-midi payé...

Alors que chacun sait et lui le premier, qu'un bon de sortie, c'est nous qui le payons!

Finalement, elle a pu sortir, après l'intervention d'une déléguée.

Ainsi, pour un petit après-midi de production ou tout simplement pour jouer les gros durs et faire preuve de son autorité, cet individu s'est permis de refuser une chose qui ne se refuse pas quand on a un minimum de respect pour les êtres humains!

PAUVRE TYPE! qui n'est qu'un larbin et qui se prend pour Dieu le Père...

Qu'il soit assuré d'une chose, il n'y aura pas grand monde du contrôle qualité à son enterrement!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de Bourgogne Electronique (Dijon). riel, machines et outils, est souvent très vieux et en mauvais état. A l'atelier de fabrication, malaxeurs, filières, presses, qui servent à transformer la poudre de carbone e cylindre, parallélépipéde, etc., semblent dater de Mathusalem.

Ensuite, le rythme de travail est très élevé, d'où une grande fatigue. Dernièrement, à l'atelier de résistance, une femme était victime d'une crise de

Ajoutez à cela, dans certains ateliers, les échelles, les rembardes, le sol rendu glissant par la poussière de carbone qui s'infiltre partout et couvre les ateliers d'une mince péllicule.

Cette poussière occasionne en permanence des masses et des courts-circuits. Des accidents arrivent en permanence. Un électricien qui travaillait sur un répartiteur sous tension, a dû arrêter le travail pour 70 jours. En principe, il n'est pas obligatoire de travailler avec la tension, mais celui qui refuse se voit dire qu'il ferait mieux de changer de profession.

Il y a trois semaines, dans un autre atelier de production, un tourneur recevait une décharge électrique. Il fut emmené d'urgence à l'hôpital dans le coma. Sa machine n'était pas équipée d'une prise de terre.

La direction de Carbone Lorraine, face à ces accidents, se contente de demander à sa maîtrise de signaler ce qui ne va pas et de faire régulièrement des promesses sur l'amélioration de la sécurité.

Mais en attendant, l'hécatombe continue et les travailleurs de Carbone Lorraine ne devront compter que sur euxmêmes pour faire respecter la sécurité. Qu'ils en aient conscience, ils l'ont déjà montré en débrayant à la suite d'un accident.

(Correspondant L.O.)

insécurité permanente aux sableries

ES fonderies sont des ateliers très insalubres. Mais à l'intérieur des fonderies, un coin bat tous les records : les sableries.

tous les records : les sableries.

Mal équipées, elles font beaucoup de poussière.

Il n'y a qu'à voir les « gueules noires » des surveillants et des ouvriers de l'entretien qui viennent pour dépanner. Mais ce n'est pas le plus grave. Nombre d'anciens de sablerie se voient signifier un « beau » jour par le médecin de l'usine qu'ils sont jugés inaptes aux atmosphères à poussières ». Ce qui veut dire en clair qu'ils sont atteints de silicose.

Aux sableries, nombreux sont

Quand un moule est coulé et que le métal s'est solidifié, il arrive sur une grille vibrante afin de séparer la pièce du sable qui a servi à faire le moule. Chaque moule représente à peu près une demi-tonne de sable, ce sable tombe de la grille sur un tapis qui l'évacue, ce tapis circule dans le « métro », souterrains qui circulent sous les machines à mouler

Des heures dans la poussière et la vapeur d'eau

Or, la vapeur d'eau dégagée par le sable chaud se répand dans le « métro » dès qu'une grille vibrante fonctionne. Le bruit est infernal. On suffoque à cause de la vapeur brûlante, l'eau se condense au plafond, gouttant sans cesse sur les hommes. La poussière y est si intense que malgré les ampoules installées un peu partout, il est difficile de se diriger sans lampe de poche.

Des ouvriers y travaillent pendant des heures à deux, quatre, parfois plus encore, afin de mettre sur le tapis en marche le sable qui se déverse à côté. Ils ne portent, pour se protéger des poussières, qu'un vulgaire masque en coton laissant passer tout ce que l'on veut. Ils risquent, en outre, à chaque instant, de se faire happer un bras par le tapis en mouvement. C'est d'ailleurs déjà arrivé plusieurs fois.

Enfin, pour travailler le sable, il y a le broyeur. Chaque soir, vers minuit, deux ou trois ouvriers descendent à l'intérieur pour le nettoyer. Là, idem, chaleur (50 à 60°), poussières pendant plus de trois quarts d'heure. Et toujours la crainte que l'on remette l'engin en route. En un rien de temps, les hommes seraient broyés. Cela s'est produit il y a quelques années. Crainte justifiée, puisque les multiples sécurités ont déjà été défaillantes au moins une fois chacune.

Le lot des fonderies

Certains pensent que tout cela est le lot de la fonderie, métier réputé dur. Pourtant, la technique, à l'heure actuelle, permettrait de réduire à l'extrême ces anachronismes sinon même de les éliminer totalement.

Ainsi, la Compagnie pourrait faire installer une aspiration efficace dans les sableries, elle pour-

LES QUARANTE HEURES IMMÉDIATEMENT

rait entretenir le matériel pour

que l'on ne voit plus personne

travailler dans les « métros ».

Mais ces dépenses auraient l'énorme défaut de devoir être

prises sur les profits. Alors!

Elle se contente d'assurer la sécurité au minimum... juste ce

qu'il faut pour ne pas être en

(Correspondant L.O.)

défaut vis-à-vis de la loi.



LA POLICE AVEC NOUS

RECEMMENT, le secrétaire général de la Fédération Autonome des Policiers a déclaré que le budget actuel ne permettait pas de penser que le « plan Marcellin » prevoyant l'embauche de 19.000 policiers en cinq ans, pourrait être réalisé. Pourtant, a-t-il ajouté, seule l'embauche d'un personnel suffisant serait susceptible d'améliorer les conditions de travail des policiers et de ramener l'horaire hebdomadaire à quarante houves

Voilà donc ces dignes fonctionnaires aux premières lignes de la bataille pour les quarante heures. Le temps de la contestation n'est peut-être pas très loin. Qui l'aurait cru!

Pour une fois — mais une fois n'est pas coutume — policiers et gauchistes sont même d'accord : oui, ces messieurs de la police font trop d'heures et s'il ne tenait qu'à nous, c'est bien moins de quarante heures par semaine qu'ils feraient... Il ne serait même pas nécessaire d'embaucher du personnel supplémentaire pour réduire les horaires au plus bas. A la limite, on est même prêt à se passer complètement de ces messieurs.

Dans les entreprises

l'intéressement au Crédit Lyonnais

intéressant... pour la direction



La journée de travail est dure pour les nouveaux actionnaires. (Photo L.O.)

E 7 novembre, un accord d'intéressement, dont la grande presse a parlé, a été signé entre la Direction et le Comité central d'entreprise du Crédit Lyonnais.

La C.F.D.T., F.O. et le S.N.C.B. (Syndicat National des Cadres de la Banque) l'ont signé. Leurs 20 voix ont suffi à emporter la décision. La C.G.T. a voté contre et la C.F.T.C. s'est abstenue.

Bien entendu, aucun des syndicats n'avait, de toute manière, interrogé le personnel pour connaître sa position sur l'intéresse-

A prai dire, la C.F.D.T. est assez embarrassée d'avoir signé. C'est tout du moins ce qui ressort d'un tract distribué le jour même et dans lequel elle se justifie.

Les termes de l'accord

L'accord offre « au choix » trois formules de blocage durant cinq ans des fonds distribués aux sa-

- soit un fonds commun de placement orienté vers les investissements collectifs à caractère

Les versements effectués à ce fonds seront répartis de la façon suivante :

— 10 % de valeurs mmobilières non cotées émises sans appel au public (organismes socio-culturels, de vacances populaires, etc.);

- 40 % d'obligations émises pour l'équipement des collectivités locales;

- 50 % d'actions SLIVAM ;

- soit un fonds commun de placement composé d'actions SLIVARENTE;

- soit un fonds commun de placement composé d'actions SLIVAFRANCE et SLIVAM.

SLIVAM, SLIVARENTE, SLIVA-RANCE sont des sociétés d'investissements créées par le Crédit Lyonnais. Ces sociétés gèrent pour le compte de leurs actionnaires un « portefeuille » de titres (actions ou obligations cotées en

Bourse) français et étrangers. C'est-à-dire que quel que soit le choix du personnel, les sommes « versées » au titre de « l'intéressement » serviront à acheter, de toute façon, des actions qui seront contrôlées par le Crédit Lyonnais. Le Crédit encaisse d'un côté ce qu'il donne de l'autre. D'autant plus que le personnel ne peut pas disposer de ces fonds pendant cinq ans.

Pour l'exercice 1968, la somme qui sera versée au titre de l'Intéressement est de 13.400.000

C'est ainsi qu'un employé, au coefficient de titularisation (un an de maison) aura droit à 290 F d'actions (dont il ne pourra disposer que dans cinq ans), tandis qu'un gradé classe II aura 420 F et un classe IV, 580 F, etc.

La hiérarchie ne perd pas ses droits dans la Participation.

et le personnel

Le personnel, lui, n'espère qu'une chose : pouvoir vendre ses

Le Crédit Lyonnais a édité pour vous une brochure simple et claire sur les Sicav.

actions avant le délai des 5 ans !

La perspective de posséder quelques actions SLIVAM suscite plus de plaisanteries que de satisfaction. Et ce que certains ne comprennent pas, c'est l'attitude des syndicats. Pourquoi n'ont-ils pas profité de l'aveu par la direction de bénéfices importants pour mettre en avant des augmentations de salaires et la diminution du temps de travail?

Car si on « participe » au Crédit Lyonnais, il faut rappeler que le salaire d'embauche se situe encore entre 650 et 700 F par mois (selon les diplômes) et que de nombreux employés ayant quatre, cinq, six ans et même plus d'ancienneté ne gagnent pas 1.000 F par mois.

Aussi, cet accord laisse-t-il indifférente la plus grande partie du personnel, excepté quelques dévoués « collaborateurs ».

Mais pour les syndicats signataires, comme F.O. ou la C.F.D.T., c'est sans doute, un nouveau « fromage » à gérer et une plus grande intégration encore à la société capitaliste.



RENAULT (Billancourt)

En pleine expansion

OSSEDE de l'esprit du profit, Dreyfus, P.D.G., veut nous entraîner dans la course-poursuite qu'il mène à la concurrence.

the state of the s

Sa vitesse de croisière, il veut la porter à 4.500 véhicules par jour.

Les pauvres types prennent de la drogue pour être heureux. La Direction, pour être heureuse, se goinfre de profit et pratique le sport des investissements pour garder la forme. Puis elle nous chante que là et partout où c'est possible, il faut produire. Produire le plus vite possible, n'importe quand et n'importe où.

Et tant pis si les ouvriers manquent de place, manquent de souffle et n'ont de participation que dans le travail.

On construit des usines aux quatre coins du territoire et dans d'autres pays et on laisse à Billancourt des ateliers vétustes qui prennent l'eau et les courants d'air.

Les fenwicks qui alimentent les chaînes et les équipes sont gênés par d'autres fenwicks qui gênent les camions, qui gênent les voitures, sans parler du personnel. Les embouteillages suscitent d'autres embouteillages.

Les containers s'entassent partout dans les allées. On se marche sur les pieds, on marche sur la tôle, on se prend les pieds dans les fils, dans les tuyaux. Les piles de pièces entassées à la hâte s'écroulent.

Les chefs rouspètent ou bien ils pleurent, ou bien ils pani-

La Direction, aveugle à cette gabegie, contine, imperturbable, à investir.

Elle investit sous forme de machines, qu'on place dans un coin, qui serviront plus tard, ou peut-être jamais.

Elle fait construire des ateliers, ou fait transformer ceux qui existent avant de les faire démolir. Autant de chantiers, autant de bruits de marteauxpiqueurs, autant de poussières qui accompagnent le travail de chacun de nous.

Une pagaille, une vraie pagaille qui s'agrandit, qui s'alimente d'elle-même et qui appelle d'autres pagailles.

C'est cela la Régie en pleine expansion.

(Extrait du bulletin « Lutte ouvrière » de Renault (Billan-

CITROËN

La grande pagaille

E Salon de l'Automobile, qui s'est tenu en Octobre, s'est soldé pour Citroën par une augmentation de 70 % des commandes, grâce notamment à la nouvelle DS 21 à injection.

La presse spécialisée avait annoncé, à l'époque, que pour faire face aux nouvelles commandes, la direction était prête à faire passer la production de 350 véhicules (175 par chaîne) à 700 par jour.



Les ouvriers de Citroën, eux, n'ont pas de quoi plastronner.

C'est pourquoi, dès la mioctobre, les cadences ont commencé à augmenter très sensiblement passant de 175 à 193 voitures pour aboutir actuellement à 203 véhicules. Dans le même temps la direction décidait que 2.500 travailleurs de l'usine de Javel (Paris-XV°) et 1.800 de celle de Levallois (banlieue parisienne) passeraient en équipe fin novembre. Les conséquences de ce changement d'horaires n'ont pas tardé à se faire sentir. Tout d'abord, pour un grand nombre de travailleurs le passage en équipe va avancer la prise de travail d'une heure le

matin... sans pour autant se traduire par une sortie avancée d'une heure le soir. En effet la direction a obtenu l'autorisation de l'inspecteur du travail de faire reprendre les heures supplémentaires. Sur les chaînes l'augmentation des cadences n'a pas tardé à se traduire par une véritable pagaille, l'approvisionnement ne suivant pas le rythme.

La maîtrise a trouvé une « solution » pour pallier le temps perdu par les arrêts techniques. Elle a décidé purement et simplement de supprimer les temps de pause. Un travailleur portugais, délégué CFDT, qui protestait contre le harcèlement incessant de la chiourme s'est vu infliger quatre jours de mise à pied avec cette réflexion raciste en prime : « Ce n'est pas un Portugais qui fera la loi ici ».

Devant une situation qui ne cesse de s'aggraver (on prévient parfois la veille les travailleurs des chaînes de l'horaire applicable pour le lendemain) de nombreux ouvriers ont pris leur compte et cela d'autant plus facilement qu'ils trouvent aisément du travail ailleurs.

C'est pourquoi la direction Citroën a fait afficher dans de nombreuses banlieues ouvrières de grandes affiches jaunes (la couleur fétiche du syndicat « indépendant » de l'usine) ventant les avantages Citroën (connue comme une des plus sales « boîtes » de la région parisienne). Mais jusqu'à présent leur succès ne semble pas avoir été foudroyant ce qui a contraint certains agents de la maîtrise à venir mettre la main à la pâte afin que la production sorte coûte que coûte.

Rappelons qu'il y a tout juste un an la direction licenciait plus de 7.000 travailleurs pour « manque de travail ». Il n'y a pas à dire, la rationalisation capitaliste, ça marche!



GRANDE-BRETAGNE

workers press

WORKERS PRESS (Quotidien du Comité Central de la SOCIALIST LABOUR LEAGUE Trotskyste).

Voici quelques extraits d'un article paru dans le n° 21 sur la vague de grèves en Angleterre, intitulé : «Un défi politique».

« La vague massive de grèves qui déferle sur l'industrie anglaise est le début d'un changement capital dans la lutte de classe de ce pays... »

« Les mineurs, les ouvriers de l'automobile, les éboueurs, les métallos, les ingénieurs, les dockers, les femmes travailleuses... entrent en lutte à quelques jours d'intervalle. » Plus loin :

« i.e gouvernement a clairement laissé entendre que les restrictions de crédit, le coup de frein à la consommation et la déflation vont continuer.

« Les financiers et les magnats de l'industrie lourde sont toujours gagnants face aux industries de fabrication, dans de telles périodes critiques, et les patrons tels que ceux de l'automobile profitent de la politique répressive exercée contre les travailleurs.

« Telle était la situation en Allemagne avant la montée de Hitler. »

Le quotidien de la S.L.L. permet de suivre au jour le jour un certain nombre de grèves qui ont lieu en Angleterre. C'est ainsi, par exemple, que les titres suivants, extraits de différents numéros de Workers Press résument bien le récent mouvement des pompiers:

28 octobre : « Les pompiers de Londres envisagent une action radicale. »

29 octobre : « Le refus des clauses de productivité : c'est le problème principal de la conférence des pompiers. »

31 octobre : « Les pompiers décident la grève pour le 19 novembre. »

5 novembre : « Les syndicats appellent les pompiers à suspendre leur mouvement de grève. »

Et le 6 novembre, c'est l'explosion de colère des travailleurs devant la trahison des syndicats.

« Le déluge d'œufs, de tomates, de farine et de tracts syndicaux froissés qui a obligé les dirigeants des syndicats à battre en retraite au meeting de mardi soir est le signo

s travailleurs les plus mal payés ont atteint un nouveau stade dans la lutte. »

« Comme les mineurs et les éboueurs, les pompiers sont maintenant en conflit avec leurs directions bureaucratiques... »

Socialist Worker

(Hebdomadaire pour le contrôle ouvrier et le socialisme international.

Signalons que SW passe de 4 à 6 pages.

Dans le n° du 6 novembre : ces camarades écrivent à propos des élections partielles qui ont eu lieu récemment en Angleterre :

"Ce que les élections partielles ont démontré, c'est l'apathie et le cynisme ressentis par de nombreux électeurs qui votaient travailliste, devant la farce parlementaire. A Swidon (une agglomération ouvrière LO.), les travaillistes ont perdu plus de 9.000 voix, alors que les conservateurs n'en gagnaient que 900°. A Newcastle, les travaillistes ont perdu 10.000 voix, les conservateurs 1.000. Dans chaque circonscription, le Labour Party

Dans chaque circonscription; le Labour Party de M. Wilson a perdu entre 7.000 et 10.000 voix, tandis que nulle part, les «Tories» (Conservateurs) n'ont gagné plus de 1.30°.

** Signalons que dans cette circonscription, le candidat de la S.L.L. (trotskyste) a obtenu un nombre très faible de voix (moins de 1%), malgré une campagne intensive. L.O.

Dans le numéro du 13 novembre : Nous avons remarqué un article sur la situation dans les chantiers navals en Grande-Bretagne. Dans les chantiers de l'Upper Clyde, la Direction, après avoir menacé de fermer l'entreprise, a proposé aux travailleurs un « accord de productivité » qui a été accepté.

« C'est un bon exemplé des accords qui sont signés actuellement, usine après usine. Les caractéristiques les plus répandues de ces accords sont un resserrement de la discipline dans les ateliers sous le contrôle des directions et des bureaucrates syndicaux et une pression accrue sur les ouvriers (...).

« Dans l'accord en question, il est prévu que tout conflit sera réglé par un tribunal composé de permanents syndicaux et de représentants de la Direction... Les « Shop Stewards » (délégués syndicaux ou non, élous par atelier - L.O.) peuvent assister, mais ne peuvent parler que s'ils sont Interrogés. »

« ... En échange d'augmentations (parfois substantielles) de salaires, la direction se voit attribuer le droit de fixer les normes de travail, après des études de poste... La Direction « consulte » les permanents syndicaux et non les délégués « Shop stewards »... (Depuis, 4.500 travailleurs ont débrayé sur ce point.)

Les ouvriers doivent accepter d'accomplir des travaux en dessous de leur qualification si nécessaire, et d'être disqualifiés pour l'une des raisons suivantes : les impératifs de la production, des changements techniques, l'incapacité de suivre les cadences une santé déficiente, l'âge, etc.

Mais surtout, il y aura 3.000 licenciements de personnel « superflu », 45 % d'augmentation de la production, le blocage des salaires et la surveillance de comités de « moniteurs »...

Les camarades de « Socialist Worker » préconisent de boycotter les conseils paritaitaires syndicats-patrons, d'exiger que les délégués Shop Stewards soient consultés avant toute décision. Ils préconisent également de réclamer l'ouverture des livres de comptes. Et ils concluent :

« Dans la période à venir, éviter la politisation des mouvements reviendra de plus en plus à pratiquer la politique de l'autruche... » La même édition de Socialist Worker con-

La même édition de Socialist Worker consacre un article à la « nationalisation-bidon » des mines de cuivre en Zambie.

L'auteur de cette étude compare cette « nationalisation » à celles qui ont été décretées au Congo-Kinshasa, au Tanganyika et au Chili. Il démontre que ces mesures laissent intacts les intérêts des grandes compagnies impérialistes :

« Si l'on s'en tient au point de vue du pourcentage, la proportion de l'économie étatisée est bien plus grande dans certains pays du tiers-monde que dans la Russie bolchévique de novembre 1917. Ceux pour qui un Etat « socialiste » ou « ouvrier » se définit par les nationalisations doivent vraiment commencer à célébrer la Révolution mondiale »

« ... (En fait ces mesures) représentent... les seuls moyens de développement pour de nombreux pays arriérés. Les compagnies et les gouvernements fusionnent dans de grands cartels internationaux... »

FRANCE

BARRICADES

sous titre « Pour la jeunesse en lutte » le premier numéro de ce nouveau journal définit ainsi ses objectifs :

« Brisons le statut d'exception de la jeunesse » et dans son éditorial précise :

Le trafiquant de drogue, le flic, ou le recteur, le chéfaillon, le magistrat, le bureaucrate, vivent, survivent par notre acceptation de l'ennui, notre lâcheté ou notre suffisance de semi-intellectuels.

Cela nous voulons et nous pouvons le faire cesser. Comiti ferme les maisons de jeunes, créons nos foyers autogérés de loisirs, de culture. Marcelin nous traque, nous matraque, nous contrôlerons sa propre légalité, pour que pas un groupe de jeunes, informel ou inorganisé ne soit livré désarmé, à la police et à la magistrature. Guichard nous sélectionne,

nous brime, nous roule, que pas un établissement scolaire ne survive où enseignants et étudiants sont traités comme du bétail. Debré nous enrôle, nous endoctrine, nous encaserne, que dans chaque cantonnement des tracts syndicaux exigent le SMIG, la « civilisation » du service militaire.

A chaque problème, sa solution de masse, à chaque solution, son organisme de contrôle, à chaque organisme de contrôle, son organe d'expression, tel est l'enjeû de la bataille « Barricades ».

Le journal donne des nouvelles des luttes des lycéens, collégiens, étudiants etc., et étudie des problème plus généraux touchant la jeunesse comme « le jeune couple », « le jeune au travail » ou encore « jeunes et syndicats ». On y trouve également des correspondances venant de jeunes actuellement sous les drapeaux et un début de plate-forme revendicative pour les militaires.

la cause o du peuple

« Journal communiste révolutionnaire prolétarien » sous le titre : « On a raison de séquestrer les patrons », on peut lire l'éditorial qui donne le ton :

Sale classe de patrons, tu ferais bien de faire attention à toi l

L'année dernière, on en était encore è écrire et à crier toute notre haine contre tol, et les chiens qui pour te servir, nous font crever de fatigue sur la chaîne. Et puis on a occupé tes usines, tes ateliers, tes grands magasins.

Cette année, tout change.

Patrons, directeurs, gouvernement, cumulards, gradés, faites gaffe à vos os, pour l'instant vous avez pu diviser toutes les luttes avec l'aide des syndicats.

Mais de plus en plus les ouvriers, les étudiants et lycéens, les paysans, les petits commerçants et artisans et le contingent unissent leurs luttes avec la volonté d'aller jusqu'au bout et de vaincre.

Et quand nous le voudrons, tous unis, on vous séquestrera, on vous crachera dans la gueule et on vous pendra; par les pieds d'abord; et si vous n'avez pas compris, par le cou

Et on aura raison.

FRONT UNI

Journal maoiste qui se proclame en soustitre au « service des luttes populaires contre les monopoles et l'impérialisme ».

Dans son éditorial consacré à « un mois d'octobre riche d'enseignements », Front Uni écrit :

Rappelons-nous juin 1968. Quelle force! Et pourtant quels résultats disproportionnés avec cette force! Pourquoi?

C'est qu'une fois la machine arrêtée, on se demandait : et maintenant, qu'est-ce qu'on fait ? Que font les copains à côté ? Est-ce que c'est vrai qu'autour de nous on en a marre ?

On ne pouvait rassembler les forces au mieux dans la bataille puisque les syndicats qui devaient coordonner les luttes ne répandaient que des bruits alarmistes et démobilisants si ce n'est complètement démagogiques

Alors on n'avait plus qu'à entrer chacun dans notre coin, la rage au cœur ou pour le moins avec quelque malaise, sous le flonflon de victoire des bonzes politicards des directions syndicales qui n'avaient cessé de créer la division maximum.

Et voilà qu'on les retrouve ceux-là, à faire le même boulot, avec une technique vraiment au point, pendant tout le mois d'octobre l'état-major national de la C.G.T. a planifié avec art les grévettes d'une demi-journée annoncées à grand renfort de publicité 15 jours à l'avance, de telle façon qu'il y ait le moins de luttes possibles au même moment et qu'il y ait toujours une vaste négociation en cours, prétexte à attendre : car d'après eux on

est plus fort quand on ne lutte pas! Quant à la direction de la C.F.D.T., toujours prête aux manœuvres démagogiques pour piper des voix à la C.G.T., elle se prête en fait aux mêmes manœuvres. Et celle de F.O., évidemment, est toujours fidèle à sa vocation de jaune.

Et bien nous devons nous organiser sans eux!

Multiplier les comités de base dans les usines et grandes boîtes pour impulser l'action ou contraindre les syndicats à la lutte; les Comités de petits paysans dans les campagnes pour agir et briser la fausse solidarité paysanne; les comités d'action étudiants dans le cadre de l'UNEF; les comités de quartier réunissant artisans et petits commerçants sans salariés et tous ceux qui sont dispersés dans leur travail comme les employés de commerce.

Notons aussi que Front Uni dans le cadre d'une tribne libre de discussion présente ainsi l'interview de Luc Barret président de l'UNEF:

Les étudiants ont montré en mai et depuis, qu'ils ont leur place dans le front des luttes populaires. Non seulement ils ont leur place mais les différents courants qui les traversent devront se situer par rapport au Front Uni.

Nous ne prétendons pas résoudre tous les problèmes avant de commencer à agir. Des opinions différentes s'affronteront.

Des opinions différentes s'attronteront. C'est dans le cadre de ce débat d'idées que Front Uni est heureux de publier cet interview de Luc Barret, président de l'UNEF, à l'envoyé de notre journal.

Nous tenons à la publier dans son intégralité, non que nous partagions la totalité des vues de Luc Barret, mais pour que le débat que nous lançons ait lieu dans la clarté.

Amis lecteurs, en avant vers l'unité par la lutte des idées l

le prolétaire

C'est l'organe mensuel du Parti Communiste International. Les militants de ce partie sont souvent appelés « Bordiguistes » (du nom de Bordiga, l'un des fondateurs du P.C. Italien, exclu à la fin des années 20). Ils s'opposent à la fois aux Trotskystes d'aujour-d'hui qui, ressassent comme programme les pires erreurs tactiques de l'I.C. sur son déclin « et aux « maoistes » dont « le culte affiché de Staline suffit à les situer comme totalement étrangers à la tradition bolchevique

A l'intérieur un supplément d'une feuille intitulée syndicat de classe précise la tâche du militant qui :

e fera entendre la voix du Parti dans les conflits quotidiens de la classe ouvrière, opposera les revendications qui unissent les prolétaires à l'éteignoir des revendications catégorielles qui les divisent... luttera contre l'orientation réformiste et veule de ces véritables briseurs de grèves que sont devenus les bonzes opportunistes, et œuvrera pour la constitution au sein de la C.G.T. de groupes communistes visant à la reconquête par la classe ouvrière de son arme de lutte élémentaire, le syndicat de classe... se battra pour que le prolétariat tire de son expérience quotidienne la conviction que seule une révolution politique détruisant l'état bourgeois pourra l'émanciper définitivement, pour que l'organisation syndicale devienne une véritable école du communisme. »

A signaler encore un article sur l'anniversaire de la révolution chinoise, article dans lequel il est rappelé que la révolution culturelle avait pour but :

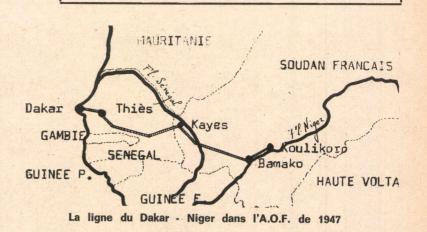
« de réaliser l'unité politique de toutes les couches sociales dans l'immense effort d'accumulation capitaliste. Si cette unité réussissait alors le 20° anniversaire serait bien celui du triomphe de la révolution bourgeoise. Et par là même le signal de son glas. Car le prolétariat chinois, contre qui se fait cette alliance, devra désormais affronter un capitalisme sans voile — ce qui ne peut manquer de développer chez lui une conscience de classe autonome et la nécessité d'une organisation politique indépendante. »

FEUILLETON

LES BOUTS DE BOIS DE DIEU

BANTY MAM YALL

SEMBENE OUSMANE



CHAPITRE III

Thies: Maïmouna

Résumé des chapitres précédents : les cheminots du Dakar-Niger sont en grève. A Thies, la troupe est intervenue dès les premières heures contre les grévistes.

ES dirigeants syndicaux avaient installé leur quartier général dans le local de l'inspection du travail, une pièce unique où régnait un tohu-bohu qui effrayait un peu les responsables. Ils étaient tous là, du moins ceux qui n'avaient pas été trop abîmés lors de la rencontre avec les soldats. Samba N'Doulougou racontait à sa manière l'assaut des tirailleurs et mimait la façon dont il avait arraché à un soldat une grenade lacrymogène pour la réexpédier à son propriétaire un instant plus tard. Le gros Boubacar suivait d'un œil ravi la mimique de son copain, tandis qu'un filet de sang qui contournait son oreille droite et descendait le long du cou achevait de sécher. Le vieux Bakary, l'aîné, était là, lui aussi, mais cette fois complètement épuisé. Il avait les paupières tuméfiées et ne cessait plus de tousser. Un véritable rideau de sueur descendait sur son visage, auquel, à chaque quinte, se mêlaient des larmes.

Doudou, le secrétaire général, conversait par bribes avec Lahbib son adjoint. Mais Doudou n'était pas à son aise. Ses yeux marron largement écartés erraient sur les visages qu'il avait devant lui, puis son regard franchissait la fenêtre pour aller se poser sur les groupes d'ouvriers qui discutaient à l'ombre des arbres, sur la clôture et les toits du dépôt, sur les hautes cheminées, les rails brillants comme des barres d'argent, les pauvres cabanes. Doudou savait qu'il devait parler, mais rien ni les hommes, ni le paysage ne l'inspiraient. Telle un animal lové sur lui-même, une peur somnolait dans sa poitrine. Il craignait qu'elle ne s'éveillât. Sa pensée quitta la petite pièce qu'emplissait le brouhaha des voix. Il se retrouva plusieurs années en arrière, juste après la guerre, à l'époque où sévissait la disette, où tout était rationné. C'est à ce moment que les employés de la Compagnie amorcèrent leurs premières revendications et qu'on parla de former un syndicat. Doudou, Lahbib et Bakayoko, le plus populaire des « roulants », en furent les promoteurs et Doudou dut à son métier sédentaire de tourneur-ajusteur d'être nommé secrétaire général. Dès l'abord, la direction de la Régie s'opposa à la formation du syndicat, puis, lorsque sur une poussée unanime des ouvriers, il eut été créé, elle refusa de le reconnaître. De tout cela, Doudou avait gardé un souvenir très précis. Il se souvenait aussi de ce qu'il n'y avait jamais un sou en caisse, parce que personne ne cotisait... Enfin, tout le travail théorique avait été mené à bien, les rouages avaient été mis en place. Il n'y avait plus qu'à voir comment, maintenant, tout cela allait fonctionner. Et c'est justement ce que redoutait Doudou.

Il sortit de sa torpeur, regarda à côté de lui et vit Lahbib qui suçait ses moustaches, regarda devant lui et vit au premier rang l'énorme forgeron immobile comme un bloc d'anthracite et Samba qui continuait à pérorer :

- Oui, mes amis, ce jour du 9 octobre 1947 restera célèbre dans l'histoire du mouvement...
- 10 octobre, interrompit Bachirou.

Samba N'Doulougou regarda le front bandé de l'employé aux écritures.

- Tu t'es recontré avec M. Dejean (1), Bachirou, ou bien tu reviens de La Mecque ?
- Nous avons autre chose à faire qu'à écouter tes sornettes, dit Bachirou.
- Oui, et finis de t'agiter comme un haricot tout seul dans une marmite bouillante, ajouta Gaye qui avait le bras droit en écharpe.
- Les hommes attendent, dit Lahbib en poussant Doudou du coude.

Celui-ci se leva enfin :

— Je crois qu'il serait préférable de tenir un meeting demain matin, comme d'ailleurs cela avait été prévu, dit-il. Je pense que, aujourd'hui du moins, la direction r'e la Régie n'est pas près de céder... — il réfléchit un instant — mais, pour ce soir, il faut que les hommes rentrent chez eux tranquillement. D'ici je vois les sol-

dats et les gardes-cercle, il y en a d'autres. Evitez-les. A propos, combien de blessés et de morts?

- Ce fut Gaye qui répondit tout en dépliant une feuille de papier :
 - Les morts ? Il y a Badara, le fondeur, et...
- Non, Gayé, pas de noms, interrompit Doudou le sourcil froncé.
- Bon, alors il y a huit morts et des quantités de blessés, hommes, femmes, apprentis.
- Demain après l'enterrement, reprit Doudou, nous tiendrons une assemblée. Ce soir, toi, Lahbib, tu viendras avec moi et les anciens pour voir les veuves. Et les autres gares, quelles nouvelles ?
- Rien, si ce n'est qu'il y a eu aussi des échauffourées à Dakar.
- Et toi, papa Bakary, as-tu des nouvelles de ton
- Avant de partir de Bamako, il m'avait écrit qu'il viendrait ici, mais l'autre jour un parent qui arrivait de là-bas, m'a dit qu'il n'y était déjà plus. Et comme maintenant il n'y a plus de trains, Dieu seul sait quand nous reverrons Ibrahima Bakayoko!
- Nous l'attendrons, dit Doudou. Mais, d'ici là, il faut organiser une permanence, et dès ce soir. Samba et toi, Boubacar, vous serez de garde avec Lahbib. Le comité de grève désigné se réunira ici demain matin à six heures. Et maintenant, laissez-moi passer pour aller l'annoncer aux hommes.

Quelques instants plus tard, les ouvriers se dispersaient, chacun emportant en lui un petit écho de l'immense clameur qui s'était levée de la poussière noire de Thiès.

Au moment de l'accalmie, Maïmouna l'aveugle errait en tâtonnant à la recherche de son enfant. Elle ne savait pas que lorsqu'on avait ramassé les morts et les blessés, on avait aussi emporté le petit corps. Maïmouna avait été battue, bousculée, piétinée, elle était tout ankylosée. Ses vêtements étaient en lambeaux : sa camisole, fendue en deux, ne tenait plus que par le cou; de sa poitrine nue de minces larmes rouges dégoulinaient jusqu'au nœud du pagne ; le pagne lui-même était ouvert par-devant jusqu'à la naissance des cuisses. Elle avait perdu son mouchoir de tête et sa chevelure courte était emmêlée comme un champ de fonio (2) après un ouragan. Elle serrait contre elle le deuxième jumeau et, de temps en temps, approchait son visage du sien pour écouter la respiration irrégulière. En avançant, elle se heurtait aux décombres des éventaires du marché-restaurant. Elle entendit parler des soldats et, à leur idiome, sut qu'ils n'étaient pas du pays. Titubant comme une ivrognesse, elle sortit enfin des limites du marché, prit la route de Thivaouane et soudain sentit que quelqu'un la regardait.

 Eh, les gosses, venez par ici, fit une voix jeune et forte — c'était Magatte, l'apprenti qui venait d'apercevoir l'aveugle — c'est pas un tirailleur!

Les apprentis jouaient aux soldats des deux côtés du ravin. Magatte était le chef.

- Où vas-tu comme ça, Maïmouna? demanda-t-il d'un ton commandeur.
 - Toi, je reconnais ta voix! Tu est du dépôt.
- Ahan, je suis l'apprenti de Doudou, le secrétaire général de la grève, répondit Magatte en regardant fièrement ses camarades.
- Je voudrais aller chez Dieybana... Tu connais Dieybana ?
- Si je connais Dieynaba !... Yaye Dieynaba... Caporal Gorgui ! appela Magatte.

Un gamin s'avança :

- Mon sénéral ?
- On ne dit pas sénéral! Général, qu'on dit!
- Mon général, reprit Gorgui en détachant les syllabes et en redressant une tête dont le crâne était peint en bleu à cause des teignes.
- En mission! Tu vas conduire Maïmouna chez ta mère. Et ne tombe pas aux mains de l'ennemi! Compris! Dans deux heures nous allons attaquer, conclut

Magatte en auscultant son poignet comme s'il y avait eu une montre.

- Bien, sénéral, dit Gorgui au garde-à-vous.
- Général ! répéta Magatte.
- Faites vite mes enfants ! demanda Maïmouna d'une voix éplorée et, en elle-même, « je ne sais plus où je suis ».
- Attendez-moi avant d'attaquer, dit encore Gorgui en tirant l'aveugle par le lambeau de camisole qui pendait.

Dieynaba demeurait un peu en dehors de la ville, dans une cabane cachée à la lisière des bois. De loin on ne la voyait pas, entourée qu'elle était d'une haie en tiges de mil. Dès son retour du marché, Dieynaba avait transformé sa maison en infirmerie. Elle avait déchiré toutes les étoffes qui lui étaient tombées sous la main et pansait les blessés avec de l'eau salée. Mariame Sonko l'aidait.

— Ya vider cette eau dans le trou, rapportes-en de la fraîche, rapporte aussi des feuilles de bantaméré et mets beaucoup de sel dans l'eau avant d'y tremper les feuilles.

C'est à ce moment que Gorgui, conduisant l'aveugle, apparut au sommet de la petite butte qui protégeait la maison.

— Qu'est-ce que je vois ? s'écria Dieynaba, venez, venez toutes! Dieu me pardonne, j'avais oublié Maïmouna! — Tout en parlant, elle courut au-devant de l'aveugle. — Comment ai-je pu faire pour t'abandonner là-bas! Toi, Gorgui, retourne avec tes camarades.

Presque cérémonieusement et avec beaucoup de douceur, elle aida l'aveugle à entrer dans la maison. Maïmouna marmonnait des phrases sans suite et Dieynaba apprit ainsi que le deuxième jumeau était resté là-bas. Les autres femmes, ébahies, regardaient l'aveugle comme si elle avait été la seule blessée de la bataille. Dieynaba la fit asseoir sur le cul noir du vieux mortier :

- Donne-moi cet enfant.
- Deêded, deêded, répondit l'aveugle en sanglotant.

Mariame Sonko apparut portant un bol où flottaient des feuilles vertes.

- Pose ça ici, va dans ma chambre, et apporte-moi ma vieille camisole jaune et rouge et le pagne en damiers — puis, à Maïmouna — : donne-moi cet enfant!
 - Deêded, je ne veux pas!
- Eh, je sais bien que tu ne veux pas, mais donne-le quand même, tu vois bien que tu saignes, ah, tiens, je ne sais plus ce que je dis! Tu saignes, tu entends? Il faut que je te lave. Et cet enfant, on ne sait pas ce qu'il a! Gorgui! Gorgui! Où est-il ce petit diable? C'est la grève, personne ne travaille, il devrait être à la maison!

Mais c'est toi qui lui as dit de rejoindre ses camarades, dit Mariame en entrant, les vêtements sur le bras.
 C'est toujours comme ça quand on a besoin des

hommes, ils ne sont pas à la maison!

Ne t'énerve pas, Dieynaba, si tu ne t'énervais

pas, tout serait déjà fini.

— Moi, énervée? Tu ne sais pas ce que tu dis,
Mariame! Allons, les femmes, venez m'aider, et toi,

Mariame! Allons, les femmes, venez m'aider, et toi, Maïmouna, donne cet enfant ou sinon on te le prend de force.

Maïmouna comprit que cette fois Dieynaba ne plai-

Maïmouna comprit que cette fois Dieynaba ne plassantait pas, elle se laissa faire. Dieynaba passa le bébé à l'une des femmes et entreprit de laver les blessures de l'aveugle.

Le bureau de M. Dejean était situé au deuxième étage de l'immeuble de la Direction de la Régie du Chemin de fer. C'était une pièce spacieuse aux murs de couleur crème auxquels étaient accrochées des photos sous verre. Six fenêtres s'ouvraient sur la perspective du dépôt et des ateliers. Au plafond, un ventilateur aux larges palmes ronronnait doucement, dans un angle, sur une table, une maquette du réseau avec un petit train miniature.

(Suite page 20)

⁽¹⁾ Dejean : directeur de la Régie. (2) Sorte de millet.

FEUILLETON



Dejean, l'agent général, tournait en rond dans son bureau, les mains tantôt derrière le dos, tantôt dans les poches. C'était un bonhomme court sur pattes, chauve, le crâne en dos d'âne. Des verres concaves enfourchaient son nez en pied de marmite. Sa boutonnière s'ornait d'un mince ruban rouge.

Vingt ans auparavant, Dejean avait été un employé zélé. Il était arrivé à la colonie avec l'intention de faire fortune rapidement. Il rêvait même à sa propre compagnie. Il avait très vite franchi les premiers échelons. A cette époque, il y avait peu d'Européens qui restaient longtemps à la colonie, Dejean, lui, n'était retourné que deux fois en Europe, et son plus long séjour n'avait pas excédé deux mois - encore était-ce pour son mariage. De plus, il était sobre. En 1938, alors qu'il était sous-chef de bureau, les métallos du dépôt avaient fait leur première tentative de grève. Dejean avait rapidement étouffé le mouvement et, pour le récompenser, la Direction l'avait nommé chef de bureau. Puis la Seconde Guerre mondiale était venue. La colonie, comme la France, s'était trouvée divisée en deux camps. Lorsque les hommes de Vichy prirent les affaires en mains, le directeur général, qui n'était pas pétainiste, disparut. Dejean le remplaça. Depuis, il avait gardé le poste.

Dejean continuait ses allers et retours d'ours en cage. Une sourde colère le travaillait. Le matin même, il avait refusé de recevoir les représentants des ouvriers parmi lesquels se trouvaient des fils de ceux qu'il avait matés neuf ans auparavant. Il était décidé à ne pas céder. Il n'était pas quest on de comprendre ou de ne pas comprendre. Ils devaient d'abord reprendre le travail, un point c'est tout.

A ce moment, la sonnerie du téléphone se fit entendre, Dejean se précipita à son bureau, saisit le récepteur et s'assit dans son fauteuil de cuir.

« Allô, allô!... Oui, lui-même... Non, ils n'ont pas encore repris... Non, je ne les recevrai pas aujourd'hui... demain non plus... Ce qu'ils demandent? Une augmentation de salaires, quatre mille auxiliaires, allocations familiales et retraite... Pardon, je vous entends mal... Donner des allocations familiales à ces polygames? Dès qu'ils ont de l'argent c'est pour s'acheter d'autres épouses, et les enfants pullulent comme des fourmis... je vous assure... - La voix de Dejean était déférente, son interlocuteur devait être un personnage important - Les soldats ?... Oui, ils sont là... Des blessés ? Oui, il y en a quelques-uns, je ne sais pas le nombre exact... Des morts? Non, pas de morts, d'ailleurs les soldats avaient pour consignes de les effrayer seulement... Renforcer la troupe ? Oui, c'est une bonne idée... merci de votre intervention... les Noirs, j'en fais mon affaire... merci de votre confiance. N'ayez crainte, ce sera comme la dernière fois... S'ils persistent ?... Nous avons un bon allié, c'est la faim! J'attends mes collaborateurs que j'ai envoyés aux nouvelles, nous allons dresser un plan... Pardon... Mais je les connais, je vous assure, ce sont des enfants. Vingt ans de colonie, ça donne de l'expérience... Oui, vous avez raison, derrière tout ça il doit y avoir quelques énergumènes qui les excitent et les manœuvrent. Des types plus avides de titres que d'argent. Je connais mes Africains, pourris d'orgueil... D'accord, d'accord, je vous rappelle demain à la même heure. Soyez sans crainte, cela ne sortira pas du territoire... Entendu, et merci encore de votre confiance. Mes hommages à Madame... C'est ça, quand cette histoire sera terminée, nous irons à la pêche au thon... Merci encore... »

Dejean raccrocha et se renversa dans son fauteuil.

Son regard se perdit dans le carré de ciel que lui livrait une fenêtre. Le bruit des pas des sentinelles qui montaient la garde lui arrivait, assourdi. Dans le jardin, un garde-cercle arrosait le gazon. Un arc-en-ciel miniature couronnait le jet d'eau. A l'horizon, le soleil descendait lentement, comme s'il regrettait d'avoir à abandonner le calme spectacle que lui offrait le quartier résidentiel avec ses villas blanches au milieu des fleurs et les enfants aux joues roses qui jouaient sur les marches.

Dejean essuya ses lunettes et se pencha sur son bureau pour prendre un dossier lorsqu'on frappa à la porte.

 Entrez, dit-il, en retrouvant sa voix un peu coupante d'homme sûr de lui.

Trois hommes apparurent, l'un derrière l'autre : Victor, l'adjoint direct de Dejean, Isnard, le chef d'atelier d'ajustage, un « ancien » de la coloniale, et Leblanc.

- Asseyez-vous, Messieurs, dit Dejean en jouant avec un porte-plume. Quoi de neuf?
- Rien de bien nouveau, dit Victor, si ce n'est que nous sommes sûrs maintenant que c'est Doudou le principal responsable. Mais il n'est pas payé.
- Que les ouvriers le paient ou non, ça les regarde, moi je m'en fous! dit Dejean d'un ton brusque.

Comme s'il n'avait pas entendu, Victor poursuivit :

— Ils ont installé leur permanence à l'Inspection du Travail. Il y a un deuxième meneur, le plus important peut-être, Bakayoko, le conducteur. C'est un tribun. Il parcourt la ligne en haranguant les hommes. En ce moment il est à Kayes... — Messieurs, j'ai eu Dakar au fil tout à l'heure. Nous serons soutenus. Mais nous devons veiller à ce que cette histoire ne se prolonge pas. J'ai besoin de tous les renseignements possibles. Je connais les Noirs d'ici. Dans quelques jours, il y en aura déjà qui voudront reprendre. Peut-être même avant. Mais si ça dure, il faut prévoir dès maintenant les mesures qui seront appliquées. C'est simple : bloquage des marchandises de première nécessité, riz, mil, maïs. Les boutiquiers seront prévenus. Quant à vous, Messieurs, je veux des renseignements, le plus possible de renseignements.

Ce fut Leblanc, le plus jeune, qui répondit :

— J'ai entendu dire que bon nombre de Noirs n'approuvaient pas cette grève, mais Doudou, Lahbib et Bakayoko sont des hommes intègres.

A ces mots Dejean fut pris d'une de ces colères subites qui lui empourpraient le visage :

— Intègres ? Vous me faites rire, mon petit Leblanc ! Vous êtes jeune à la colonie ! On peut tous les acheter, les nègres, vous m'entendez, tous !

Leblanc se rencoigna sur sa chaise comme un gosse pris en faute et qui laisse passer l'orage.

— Et vous, Isnard? demanda Dejean d'une voix farouche, vous qui les connaissez, qu'est-ce que vous en pensez?

Isnard se carra dans son fauteuil. Sa veste saharienne largement échancrée laissait à nu son cou brûlé de soleil; sur sa poitrine et ses avant-bras à la peau couleur de brique, moutonnait une toison rouse. Isnard vivait sur une légende qu'il entretenait soigneusement. D'abord, c'était un « ancien » de la coloniale et puis autrefois il lui était arrivé une aventure que chaque nouvel arrivant apprenait à peine débarqué. Un soir, on avait frappé à sa porte. C'était une négresse sur le point d'accoucher. Il n'y avait pas de docteur accoucheur à l'époque et la femme n'avait pas le temps de rentrer chez elle. Isnard l'avait aidée : il avait coupé le cordon ombilical avec ses dents, avait lavé le bébé, réconforté la femme. Il terminait invariablement son histoire par la formule : « ... et la mère et l'enfant se portent bien! »

Isnard décroisa les jambes :

- A mon avis, dit-il, nous ne pouvons plus raisonner comme en 38. Il y a du solide dans ce qu'ils disent. Et puis la ligne est longue et ils ont de l'avance sur nous. Il faut agir avec prudence...
- Et leur donner satisfaction ? demanda Dejean d'une voix sèche.
- Non, bien sûr, mais éviter les coups durs. On pourrait, soit acheter les principaux dirigeants, en y mettant le prix, soit en travailler quelques-uns et essayer de créer un syndicat concurrent.
- Acheter les dirigeants poserait moins de questions ! dit Victor.
- Je ne crois pas. La deuxième formule est meilleure, dit Dejean, et elle a l'avantage de prévoir l'avenir. Isnard, connaissez-vous des types que vous pourriez contacter pour ce deuxième syndicat?
- J'en ai déjà travaillé deux. Je ne serais pas étonné qu'ils marchent.
- Bon, autre chose : combien de blessés du côté du service d'ordre ?
- Six, dont deux officiers, deux gradés indigènes.
 Un troisième officier est mort.
 - Les sauvages! Victor, vous téléphonerez aux
 (Suite page 21)



FEUILLETON

autres stations de ne pas bouger en attendant de nouvelles instructions. Quant à vous, Isnard, revoyez au plus tôt vos deux énergumènes, et qu'ils se mettent à l'ouvrage tout de suite! Et maintenant, Messieurs, vous allez m'excuser, mais j'ai encore pas mal à faire.

Dès que la porte matelassée se fut refermée sur les trois hommes, Dejean décrocha le téléphone :

Passez-moi Dakar.

Lentement, le soleil se couchait. Sur les locomotives et les wagons immobiles, sur les ateliers et les hangars silencieux, sur les villas blanches et les maisons de torchis, sur les cabanes et les taudis, une ombre bleutée venait se poser, discrète. Du côté des baraquements des gardes-cercle on entendit une sonnerie de clairon.

Ainsi la grève s'installa à Thiès. Une grève illimitée qui, pour beaucoup, tout au long de la ligne, fut une occasion de souffrir, mais, pour beaucoup aussi, une occasion de réfléchir. Lorsque la fumée s'arrêta de flotter sur la savane, ils comprirent qu'un temps était révolu, le temps dont leur parlaient les anciens, le temps où l'Afrique était un potager. C'était la machine qui maintenant régnait sur leur pays. En arrêtant sa marche sur plus de quinze cents kilomètres, ils prirent conscience de leur force, mais aussi conscience de leur dépendance. En vérité, la machine était en train de faire d'eux des hommes nouveaux. Elle ne leur appartenait pas, c'était eux qui lui appartenaient. En s'arrêtant, elle leur donna cette leçon.

Des jours passèrent et des nuits passèrent. Il n'y avait pas de nouvelles, sinon celles qu'apportait chaque heure dans chaque foyer et c'étaient toujours les mêmes : les provisions étaient épuisées, les économies mangées, il n'y avait plus d'argent sous le toit. On allait demander crédit, mais que disait le commerçant? Il disait : « Vous me devez déjà tant et moi je n'aurai même pas de quoi faire ma prochaine échéance. Pourquoi ne suivez-vous pas les conseils qu'on vous donne ? Pourquoi ne reprenez-vous pas? »

Alors on utilisa encore un peu la machine : on apporta chez le prêteur les vélomoteurs et les vélos, les montres; puis ce fut le tour des boubous de valeur, ceux qu'on ne mettait qu'aux grandes occasions, et des bijoux. La faim s'installa; hommes, femmes, enfants, commencèrent à maigrir. Mais on tenait bon. On multipliait les meetings, les dirigeants redoublaient d'activité et chacun jurait de ne pas céder.

Des jours passèrent et des nuits passèrent. Et voici qu'à la surprise générale, on vit circuler des trains. Les locomotives étaient conduites par des mécaniciens venus d'Europe, des soldats et des marins se transformalent en chefs de gare et en hommes d'équipe. Devant les gares, les esplanades devinrent des places fortes, entourées de barbelés derrière lesquels des sentinelles montaient la garde nuit et jour. Ce fut alors au tour de la peur de s'installer. Chez les grévistes, une peur informulée, un étonnement craintif devant cette force qu'ils avaient mise en branle et dont ils ne savaient encore s'il fallait la nourrir d'espoir ou de résignation. Chez les Blancs, la hantise du nombre. Comment, petite minorité, se sentir en sûreté au milieu de cette masse sombre? Ceux des deux races qui avaient entretenu de bonnes relations d'amitié évitaient de se rencontrer. Les femmes blanches n'allaient plus au marché sans se faire accompagner d'un policier : on vit même des femmes noires refuser de leur vendre leurs marchandises

Des jours passèrent et des nuits passèrent. Dans ce pays, les hommes ont plusieurs épouses et c'est sans doute pour cela qu'au début ils ne songèrent guère à l'aide qu'elles apportaient. Mais bientôt, là encore, ils découvrirent un aspect nouveau des temps à venir. Lorsqu'un homme rentrait d'un meeting, la tête basse, les poches vides, ce qu'il voyait d'abord c'était la cuisine éteinte, les mortiers culbutés, les bols et les calebasses empilés, vides. Alors il allait dans les bras d'une épouse, que ce fût la première ou la troisième! Et les épouses, devant ces épaules cassées, ces pas traînants, prenaient conscience que quelque chose était en train de changer aussi pour elles.

Mais si elles se sentaient plus près de la vie des hommes, que dire alors des enfants. Dans ce pays, ils sont nombreux et on n'a guère l'habitude de les compter. Mais maintenant, ils étaient là, errant dans les cours ou accrochés aux pagnes avec leurs os qui saillaient, leurs yeux creux et toujours cette question qui vous broyait le cœur : « Mère, est-ce qu'on va manger aujourd'hui ? » Alors, on se réunissait, à quatre, à dix, les bébés accrochés au dos, la marmaille suivant ou précédante; on disait : « Allons chez Une Telle, peut-être qu'elle a encore un peu de mil », et l'errance commençait, de demeure en demeure. Souvent Une Telle disait : « Eh, je n'ai plus rien, je vais avec vous »; elle prenait un bébé sur son sein flasque et s'en venait augmenter le cortège. Parfois on arrivait chez une qui avait de l'eau; elle tendait une calebasse à la ronde, mais elle disait : « Ne buvez pas tout! »

Les jours étaient tristes et les nuits étaient tristes. Le miaulement du chat vous faisait frémir.

Un matin, une femme se leva, elle serra fortement son pagne autour de sa taille et dit :

Aujourd'hui, je vous apporterai à manger.

Et les hommes comprirent que ce temps, s'il enfantait d'autres hommes, enfantait aussi d'autres femmes.

UN PEU - POUR SOURIRE UN PEU - POUR

LE GRAND JEU DE LA T.V.A.

Comme chacun sait, la Taxe à la Valeur Ajoutée (T.V.A.) est un impôt indirect qui frappe les produits de consommation courante et qui a été introduit au stade du commerce de détail en janver 1968.

On peut dénombrer actuellement neuf taux ou régimes particuliers :

- l'absence d'imposition pour les produits et services exonérés (taux 0):
- le taux réduit de 7 %;
- le taux intermédiaire de 15 %;
- le taux normal de 19 %;
- le taux majoré de 25 %;
- le taux particulier applicable aux livres, de 10,50 %;
- le taux applicable aux œuvres d'art originales de 6,58 %;
- le régime applicable aux articles d'occasion;
- le régime spécial applicable lorsqu'une taxe pa-fiscale s'ajoute à la T.V.A. au stade du détail (ex. : les montres).

Mais où l'affaire se complique, c'est lorsqu'un même produit peut être imposé à des taux différents. Par

- le boudin noir est au taux réduit et le boudin blanc au taux intermédiaire;
- les crustacés cuits à l'eau sont taxés à 7 % et avec autre chose que de l'eau, à 15 %;
- la semoule de blé dur supporte 7 % et celle du blé tendre 15 %;
- le poivre et les épices sont passibles de taux différents selon qu'ils sont ou non moulus, le sel qu'il est gros ou fin ;
- les boissons naturelles sont taxées à 7 % pour le lait et à 15 % pour les jus de fruits. Toutefois, le jus d'abricot, qualifié de nectar, est soumis au taux normal en raison des conditions de fabrication. A quoi il faut ajouter la diversité des régimes applicables aux vins et spiritueux;
- le chocolat, pour bénéficier du taux de 7 %, doit non seulement être présenté en tablettes, mals encore être considéré comme chocolat à cuire ou à croquer. Dans les autres cas, il est taxé à 15 %, à moins qu'il ne s'agisse d'une confiserie, auquel cas il pourra être taxé à 19 % si la valeur du conditionnement est plus forte que celle de l'article conditionné :
- le pain est taxé à 7 % s'il est de consommation courante, mais à 15 % s'il est vendu sous un nom
- les plats préparés en charcuterie sont classés en fonction du pourcentage de viande entrant dans leur
- les herbes et légumes secs suivent un régime dif férent selon qu'ils sont simplement séchés au soleil ou déshydratés;
- les poissons sont généralement taxés à 7 % mais le commerçant reste passible d'un deuxième taux pour certains produits, comme le haddock, qui représentent un pourcentage très faible de chiffre d'affaires;
- les conserves sont à un taux différent selon qu'elles sont destinées à l'alimentation humaine ou aux chats et aux chiens.

Et nous ne parlons-là que des produis alimentaires. Dans les autres domaines, il en est de même. Beaucoup de garagistes, pour prendre un cas précis, ne comprennent pas que les voitures de location sans

cfauffeur ou qu'un véhicule utilitaire d'occasion soient

taxés différemment selon la qualité des parties et l'âge

fiscal du véhicule et qu'ils doivent vérifier les proportions d'huile minérale des liquides destinés aux circuits hydrauliques pour pouvoir les facturer selon les cas à 15 % ou 19 %. Nous non plus d'ailleurs. Mais, en partant de cette situation limpide, il nous est possible de jouer au grand jeu de la T.V.A.



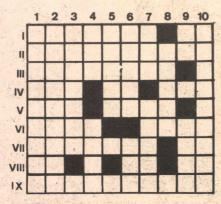
Voici une boîte de cassoulet. Son poids total est de 250 g, mais on estime que le cassoulet proprement dit et qui seul nous intéresse, représente 80 % de ce poids. Sachant :

- 1) que les haricots blancs représentent 60 % du poids de la préparation et que ces légumes sont taxés à 7 % s'ils sont considérés comme secs ou à 15 % s'ils sont cuits à l'eau ou cuisinés,
- 2) que les 3 % de sel contenus dans le plat sont taxés à 15 %,
- 3) que la saucisse et le lard (40 %) du poids de l'ensemble du plat) subissent une T.V.A. de 7 %, selon qu'on les considère comme viandes ou de 15 % si ces viandes sont prises dans le sens de plats cuisinés,
- A) quel est le taux de T.V.A. applicable à un plat de cassoulet :
- a) préparé chez soi ?
- b) acheté en conserve ?
- c) acheté chez un charcutier en tant que plat cui-
- B) Sachant que si la proportion de viande passait à 85 %, le taux grevant la boîte de conserve tomberait se 15 % à 7 %, est-il plus intéressant de manger un cassoulet en boîte préparé de cette manière ou bien de le préparer soi-même ?

REPONSE :

fiscal en particulier. l'administration des Finances en général et du contrôle un charcutier, un tripier ou un épicier vis-à-vis de mieux comprendre l'envie de meurtre que peut ressentir Nous non plus. Mais ce bel effort vous aura permis de Vous n'avez pas trouvé de réponse à ce casse-tête ?

CROISÉS MOTS



Horizontalement. - I. Suivit l'exemple de Giscard -Fleuve français. - II. Produits de désintégration. -III. Propre à un croisement. - IV. Quatrième calife -Personnel - Service important des P.T.T. - V. Fils de Jacob - Fonda l'Oratoire. — VI. Retirés - Un centre peut l'être. — VII. On lui paie impôt - Chaldéenne. — VIII. On lui fit une vacherie - En lui - Milices nazies. — IX. Le propre des cultures.

Verticalement. — 1. Flatterie politique. — 2. Concurrence. — 3. En état de marche. — 4. Symbolise la bêtise - A de la voie, mais est pénible à entendre. 5. Quartier cosmopolite malgré son nom. — 6. Peut servir - Dans les brancards. — 7. Auxiliaire - Ne les lâche pas facilement. — 8. Qui s'y frotte s'y pique. — 9. Bon ou mauvais - Stratagème. — 10. Prétendras.

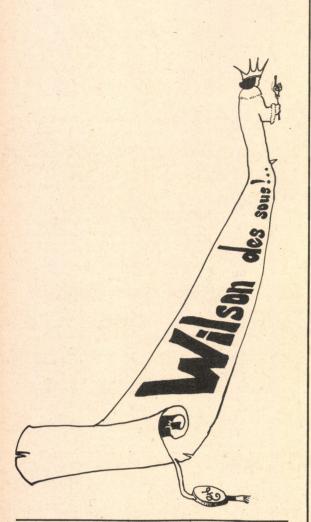
SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

Horizontalement. — I, Armistices. — II. Nain - Croup. — III. Gin - Charge. — IV. Llivia - Ali. — V. El - Ondines. — VI. Teste - Ns. — VII. Erte. - Lare. — VIII. Riesling. — IX. Rev - Oe - Roi. — X. Esérine - Ré.

Verticalement. — 1. Angleterre. — 2. Railleries. — 3. Mini - Steve. — 4. In - Votes, — 5. Ciné - Loi. — 6. Tchad - Lien. — 7. Ira - Iran. — 8. Coran - RGR. — 9. Euglène - Or. — 10. Speiss - Pie.

Copyright Presses de la Cité.

- POUR SOURIRE UN PEU - POUR SOURIRE UN PEU -





UN CAS SOCIAL

Le prince Philip, mari de la reine Elizabeth, est bien dans l'embarras. Comme n'importe lequel des sujets de sa majesté, il supporte les contrecoups de la dévaluation de la livre et de la politique d'austérité. A tel point qu'il lui a fallu vendre son yacht pour mettre un peu de beurre dans les épinards. Mais il lui faut encore consentir à d'autres sacrifices et il vient de déclarer qu'il allait maintenant renoncer aux parties de polo, qui sont, paraît-il, fort coûteuses... Ouf! Il pourra encore tenir le coup quelques temps avec les économies ainsi réalisées.

Mais le prince Philip est malgré tout bien malheureux : encore, s'il n'était qu'un simple travailleur, pourrait-il se révolter contre son propre sort, se mettre en grève et aller réclamer des sous à Wilson. Mais son rang lui interdit de tels recours. Imagine-t-on l'effet produit par la famille royale venant manifester devant le Parlement pour une rallonge de la liste civile ? Cela ferait jaser...

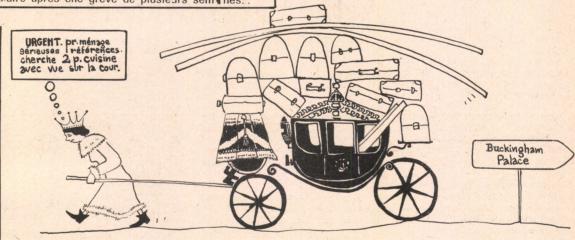
par la famille royale venant manifester devant le Parlement pour une rallonge de la liste civile? Cela ferait jaser...

Si seulement le prince Philip pouvait se faire embaucher comme éboueur, par exemple, il y gagnerait doublement: tout d'abord, parce que les éboueurs n'ont pas besoin de jouer au polo pour maintenir leur standing, ensuite parce qu'ils viennent d'obtenir de substantielles augmentations de salaire après une grève de plusieurs semeines...









LA FEMME ET LE SOCIALISME

Samedi 25 Octobre

Nuit Dansante

de "l'Aube Nouvelle-l'Etincelle

LUKERK et son ensemble moderne

Tirage de la Tombola des Bons de Soutien

(Izganisée par l'Alnion des Teunes Tilles de Jeunes
Election de MISS "AUBE NOUVELLE-L'ETINCELLE"

the 12 F Millionus & F Guitade over 10 Bass de Sauton à 11 en verte une et en en

SALLE DES FETES de Boulogne

Elections de Miss « Aube Nouvelle-l'Etincelle »
(hebdomadaire du P.C.F. pour la banlieue sud de Paris).
Nous continuons à penser, quant à nous, que l'on arrivera pas
au socialisme par les élections!

DANS UNE VILLE PAS LOIN DE BUDAPEST

Sur les conseils d'un ami, le violoniste Imre Farkas décide de devenir membre du parti. Il est reçu par la section locale au grand complet, et là on lui pose quelques questions relatives à sa personne. Après qu'il ait indiqué son nom et son adresse le secrétaire de la section lui demande :

Excuse-nous camarade, pour ces questions, mais peux-tu nous dire si tu étais déjà violoniste pendant la guerre?

dant la guerre ?

— Mais oui, répondit Imre avec empressement.

— Alors, peux-tu nous dire si tu jouais devant les officiers fascistes et les collaborateurs qui se trouvaient aux terrasses des cafés et dans les théâtres?

— Mais, camarades — répondit Imre, un peu gêné par la question — vous comprenez qu'il m'était difficile de faire autrement. Il n'y avait qu'eux aux terrasses des cafés et dans les théâtres, et... Après une courte délibération, la section loacle décida de ne pas intégrer Imre. Alors Imre, déçu, va trouver son ami et lui raconte son aventure. Celui-ci s'écrie :

Mais tu n'es pas fou d'aller raconter que tu jouais pour les collaborateurs ; tu ne pouvais pas

lui raconter autre chose à ton secrétaire de section ?

— Mais non, répondit Imre, abattu, je ne pouvais pas lui mentir. Il m'avait reconnu. Il était toujours aux terrasses des cafés, à l'époque.

Pour payer LUTTE OUVRIERE nouvelle formule moins d'un franc le numéro et soutenir son effort ABONNE-TOI

Abonnement 1 an = 50 F

Cinéma

Il était une fois



dans l'Ouest

La ligne de chemin de fer reliant l'Atlantique au Pacifique est en construction. Autour d'elle se déchaînent ambitions et violences: le directeur de la Compagnie de Chemin de Fer veut s'emparer d'une terre où passera la ligne et où grandira une ville. Sur cette proie, il lance ses hommes de main. Mais ceux-ci rencontrent une bande rivale, qu'aide un justicier solitaire.

Le mérite du film repose précisément sur l'opposition qui existe entre les deux chefs de bande: l'un, bandit au grand cœur, iovial et jobard, répond encore à l'idée ru'on se fait du personnage de western classique. L'autre nous est dépeint sans aucun romantisme. Il n'est qu'un bandit sans scrupules, payé par un patron pour tuer et qu'aucune considération n'arrête, pas même le meurtre d'un enfant.

A travers ce personnage, on voit se dessiner un autre aspect de ce qu'a réellement été la conquête de l'Ouest. Il n'est plus question de l'épopée américaine classique dont le thème est développé dans tous les westerns, imagerie où le bon l'emporte toujours sur le mauvais et continue sa mission civilisatrice.

La conquête de l'Ouest a vu le règne de la violence que rien ne réglemente, de la rapacité que rien n'arrête, où la loi du plus fort est toujours la meilleure. L'argent était roi sans aucune hypocrisie.

Et si dans II était une fois dans I'Ouest nous trouvons un « justicier », ce n'est pas pour défendre la vertu, l'honneur, etc., qu'il se bat, souvent avec les mêmes méthodes que les truands, mais pour assouvir une vengeance personnelle.

Il était une fois dans l'Ouest, c'est, dans une certaine mesure, un western anti-western.

SUR LE CALEPIN DU LAMPISTE

Second de qui charriait.

Il faut m'expliquer avec ces sinistres. Flanquons ces pâlots à la sortie, mon âme.

Télévision

Quatre de l'infanterie

Film de Pabst, inspiré du roman de Ernst Johannsen, passé à la télévision le 14 novembre.

On pouvait être un peu surpris de voir la T.V. présenter « Quatre de l'Infanterie » aux dossiers de l'écran pour marquer l'anniversaire du 11 novembre 1918.

C'est, en effet, la guerre de 14-18 vue du côté allemand par un « pacifiste » qui dénonce au travers de ces images la boucherie organisée que fut la « Grande Guerre », toute son horreur et toute son inutilité.

Dès le début, le film nous montre la tranchée, l'hécatombe — due notamment à une erreur de calcul de tir : l'artillerie allemande bombarde ses propres hommes —, la saleté, la poussière, les noux, mais aussi la fraternité, les permissions et le retour à « l'arrière » où plus personne ne

se comprend, le retour au front, au danger, mais aussi le retour vers les copains.

Le film se termine sur une attaque où les morts ne se comptent pas, où les blessés ne sont pas ramassés, et sur la vision d'un hôpital de campagne hâtivement dressé où se retrouve notamment un soldat français blessé à mi-chemin entre les deux camps et qui agonise au milieu de soldats allemands. L'un d'eux est devenu fou et rempli la tente de ses hurlements, un autre gémit les deux jambes arrachées.

La dernière image nous montre le soldat français agonisant, prenant la main d'un soldat allemand qui vient juste de mourir à côté de lui · leurs deux mains se rejoignent dans la fraternisation... mais alors qu'ils sont morts, ou presque morts.



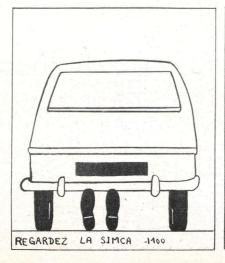
contre-révolutionnaires précoces

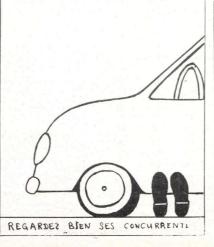
POUR avoir publié un poème intitulé Les Voleurs, le journal tchécoslovaque pour enfants Maternidouska vient d'éprouver les rigueurs de la normalisation. Ce poème en effet décrit « des bandits moyennâgeux chaussés de façon primitive et parcourant la steppe » et se termine par cette conclusion : « Qu'ils restent où ils sont. Ne les leissez pas se faufiler ici. »

Eh oui! Derrière ces vers innocents, les dirigeants tchécoslovaques ont voulu voir une allusion à certains événements présents. Ainsi, Rude Pravo commentait ce poème en ces termes : « sous la domination des Habsbourgs et l'occupation nazie, les gens de notre pays ont appris à lire entre les lignes ». Rude Pravo a parfois des comparaisons audacieuses!

Si la moindre allusion à un oppresseur quelconque d'un quelconque moment de l'histoire évoque immanquablement l'oppresseur russe dans l'esprit des bambins de 5 à 8 ans, quel manque de tact de rappeler l'occupation nazie. A moins que ce soit un dernier moyen pour les rédacteurs du journal du parti... Tchèques, vous m'avez compris!

PUBLICITÉ









En marge du congrès de la C.G.T.

Il est plus facile de se débarrasser d'un article des statuts que...

de l'exploitation

PRES un vote sans surprise, le congrès a décidé de modifier l'article 1er des statuts de la C.G.T. A l'ancienne formule, qui assignait comme objectif au syndicat la lutte pour la « disparition du salariat et du patronat » est substituée une nouvelle définition : « la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange ».

Ce tour de passe-passe permet d'éluder une contradiction qui, pour ne pas avoir tourmenté de nombreux cégétistes, n'en était pas moins éclatante. Les pays dits socialistes, et notamment l'U.R.S.S., sont loin d'avoir aboli

le salariat. De là à penser que la tâche des organisations syndicales dans ces pays n'est guère différente que dans les pays capitalistes et qu'il faut continuer le combat jusqu'à l'abolition du salariat, il n'y a qu'un pas que certains mauvais esprits auraient pu franchir.

Cette fâcheuse déduction est maintenant impossible. Par le miracle de la manipulation statutaire, la C.G.T. ne peut s'assigner d'autre but que de réaliser... ce qui est censé être réalisé en

Comme quoi il est plus facile de modifier les statuts de la C.G.T. que de construire le socialisme en U.R.S.S.

Unité!

ETRAÇANT la grève de Mai 68 et s'attachant plus particulièrement à ce qui s'était passé à la Régie Renault, Halbeher, secrétaire du syndicat C.G.T. de la R.N.U.R. a dénoncé : aventuriers anarchistes, maoïstes, trotskystes déguisés pour la circonstance en délégués syndicaux C.F.D.T. ».

Il est indirectement reproché à la C.F.D.T. de confier des responsabilités syndicales à des gau-

Mais il faut dire, à la décharge d'Halbeher, qu'il n'y avait aucune Intention polémique et sectaire dans sa prise de position. La C.G.T. est en effet, dans ce cas précis, unitaire pour deux et ne souhaite qu'une chose : appliquer ses statuts à la C.F.D.T. Ce qui permettrait, en particulier, de se débarrasser des délégués syndicaux en question sans autre forme de procès : il suffirait d'appliquer les dispositions des statuts de la C.G.T. sur l'interdiction du droit de fraction.

N thème a particulièrement été développé lors de la préparation du Congrès et pendant celui-ci : l'indépendance de la C.G.T. vis-à-vis, bien sûr, du patronat, du gouvernement et aussi des partis politiques.

Les journalistes de la radio, goguenards, n'ont pas manqué de faire remarquer à Krasucki et Séguy qu'ils étaient bien membres du bureau politique du Parti Communiste Français.

A quoi les dirigeants cégétistes ont répondu que cette situation ne mettait pas en cause l'indé-pendance de leur Centrale vis-àvis des partis politiques.

Voudrait-on nous faire croire

que, contrairement aux membres du P.S.U. et des groupes gauchistes, qu'ils attaquent si fort pour fractionnisme dès qu'ils osent apparaître dans les entreprises, Séguy et consorts possèdent chacun une double person-nalité et qu'ils laissent indifféremment l'une ou l'autre au vestiaire selon qu'ils se trouvent au P.C. ou à la C.G.T. ?

Séguy a bien précisé qu'il avait toutes raisons de souhaiter que tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière comptent de nombreux militants syndicalistes dans leurs rangs. Toutefois, il a fait un sort particulier aux gauchistes en rappelant : « l'énergique riposte que nous avons opposé aux manœuvres de noyautage de la C.G.T. tentées par divers groupes gauchistes, vaut pour toute vélléité de même nature d'où qu'elle vienne. »

De partout, sauf du P.C.F.

la double vie droit de tendances de Georges Séguy et droit de fractions:

une leçon d'histoire bien tendancieuse

ANS le rapport présenté au nom du Bureau Confédéral, Georges Séguy a déclaré « L'époque des tendances poli-tiques organisées en fractions est dépassée de longue date. Personne n'en a la nostalgie. »

Benoît Frachon s'est efforcé d'illustrer les propos du secrétaire général en se livrant à ce que l'Humanité appelle « une courte mais nécessaire leçon d'histoire ». Plongeant dans le passé, Frachon a constaté qu'à aucun moment, le droit de fraction et de tendance ne correspondait « aux sentiments profonds des ouvriers (et) aux nécessités de la lutte de classes. »

Et, à l'appui de cette affirmation, il a retrouvé dans ses archives « quelques centaines d'articles écrits entre 1933 et 1935. »

Dommage que Benoît Frachon n'ait pas fait remonter ses souvenirs un peu plus tôt dans le passé. S'il ne l'a pas brûlée, il aurait ainsi pu trouver dans ses archives de 1932 une brochure éditée par le Parti Communiste : « Les communistes et les syndicats ». Dans la prétace de cette brochure, Frachon écrivait dans un chapitre intitulé : « Constituer et animer des fractions »:

« Le Parti ne peut réaliser sa politique dans les organisations de masse que par le fonctionne-

ment normal de ses fractions...

Personne ne nie maintenant
l'utilité des fractions ».

Cette brochure datée de 1932 ne présente plus aucun intérêt pour Frachon et ses amis. Il taut dire que la situation a bien chan-gé : le P.C., naguère minoritaire dans la C.G.T., y est aujourd'hui très largement majoritaire.

Aux yeux des dirigeants « communistes » de la C.G.T., c'est là une raison bien suffisante pour interdire le droit de fraction.



Benoît Frachon Aujourd'hui, parce que sa fraction est devenue majoritaire au sein de la C.G.T., il condamne le droit de fraction!

Photo AFP

C. E. A. : 2600 SACRIFIÉS SUR L'AUTEL DU BUDGET

Depuis l'annonce de 2 600 licenclements, le Commissariat à l'Energie Atomique (C.E.A.) est en effervescence. La grève dé-clenchée lundi 17 novembre s'est prolongée dans les quatre prin-cipaux centres de Marcoule, Pierrelatte, Cadarache et la Hague. Une nouvelle grève nationale de-vait avoir lieu le 24 novembre dans tous les centres.

Le gouvernement fait des éco-nomies et c'est au tour du C.E.A. d'en faire les frais. Du moins c'est ainsi qu'il en a décidé. Que deux mille six cent travailleurs et leur famille voient l'incertitude peser sur leur avenir, que dans

les agglomérations où ces cen-tres se sont installés des problèmes insolubles soient ainsi posés à tous ceux qui font vivre et vivent de cetté activité locale, cela ne fait pas partie des préoc-cupations du gouvernement. Il n'est sûrement pas dans ses intentions de consacrer de l'argent au reclassement des populations de façon à ce qu'elles ne fassent pas les frais de l'opéra-

Ce n'est pas au moment où le gouvernement rogne sur le bud-get de tous les services publics qu'il consacrera une partie, même infime, des deniers de l'Etat à la reconversion des travailleurs du C.E.A. Il ne manque pourtant pas de domaines où leurs compétences pourraient être employées utilement.

Mais maintenir ces travailleurs dans leur métier, dans leurs con-ditions matérielles d'existence, cela ne figure pas dans les pro-jets budgétaires du gouverne-

Alors ils ont raison, mille fois raison, ceux qui aujourd'hui se révoltent contre cela et passent à l'action.

Mais pour le faire, il n'est pas besoin pour autant d'être un défenseur de « la filière française »

(uranium naturel - graphite - gaz), solution « bien de chez nous », et de vanter ses mérites comparés à ceux de la « filière américaine » à uranium enrichi. Bien sûr, officiellement, ces licenciements sont la conséquence du choix par le gouvernement français de la technique américaine en matière de centrales électriques nucléaires, au lieu de la technique française dont le prix de revient est plus élevé.

Ce n'est pas en prenant la dé-fense de la « science française », ou en criant au « Munich scientifique », comme l'a fait L'Humanité, que l'on défendra les intérêts des travailleurs et ceux de le problème sur un terrain où les travailleurs n'ont rien à attendre. Ainsi, pour être « indépendants », il faudrait continuer à produire avec des procédés moins rentables ? Même si le gouvernement avait fait ce choix, l'économie française n'aurait pas été plus indépendante de celle des Etats-Unis pour autant. Car nous sommes à l'ère de l'économie mondiale et de la division mondiale du travail. La perspective de lutter pour une « indépendance nationale » fallacieuse ne peut que nous apporter des chaînes supplémentaires. La véritable indépendance c'est dans l'internationalisme que nous la gagnerons, en utilisant la technique la plus moderne, en l'occurrence la technique américaine, et non en se réfugiant dans l'esprit à l'intérieur de frontières économiques et politiques, périmées et réactionnaires.

L'avenir n'est pas à des industries « nationales » indépendantes. L'avenir réside dans les techniques de pointe mises à la disposition de tous par l'abolition des frontières.

Un militant basque J.-M. Doronsorro condamné à 18 ans de prison

Un militant nationaliste basque, José-Maria Doronsorro vient d'être condamné par le tribunal de Madrid à 18 ans de prison et à une amende de 75 000 pesetas (620 000 anciens francs). Son crime ? Soupçonné d'appartenir au mouvement révolutionnaire bas-que E.T.A., il est accusé « d'association illicite et de propagande

Rappelons qu'au cours des six derniers mois, 450 personnes ont été condamnées en Espagne pour leurs activités politiques. Et les tribunaux ont été particulièrement durs envers les nationalistes basques. Sur 147 basques jugés, 64 ont comparu devant les tribunaux militaires. L'un d'eux, Arrizabala-ga, d'abord condamné à mort, a vu ensuite sa sentence commuée en trente ans de prison.

18 ans de prison pour la seule appartenance au mouvement autonomisme basque, s'inscrit dans la longue suite des verdicts rendus par une « Justice » au service de la dictature.



Contre la rébellion au Tchad, Tombalbaye bénéficie de l'aide militaire française.

a maintenant le soutien d'un Il a maintenant le soutien d'un quotidien officiel qui n'a pas hésité à écrire : « Les dirigeants du Tchad et d'abord le président Tombalbaye se sont fixés comme premier objectif de garantir la stabilité nationale de la jeune République... Malheureusement... le gouvernement du Tchad n'a pas encore réussi à venir à hout des encore réussi à venir à bout... des

haines tribales! ».

Et si la « Pravda » (en russe « la Vérité ») du 17 novembre — car il s'agit d'elle — reprochait aux « colonialistes » de ne pas avoir songé à déveloner le passe passes ». avoir songé à développer le pays, elle ne soufflait pas mot de l'in-tervention des troupes françaises!

« Interventionnistes de tous les pays, unissez-vous ! », serait-ce la nouvelle devise des bureaucrates?



Les travailleurs du C.E.A. manifestant devant les Invalides Photo L.O.